

Les effectifs des collectivités territoriales au 31 décembre 2001, 2002 et 2003

Pôle national « Emploi dans la Fonction Publique Territoriale »,
INSEE - Direction régionale de Bretagne

Les sources et les méthodes

Les données recueillies	3
Les unités interrogées	4
La synthèse du champ de l'enquête	6
Les questionnaires	7
La non-réponse	8
Les références bibliographiques	10

Les données essentielles

Etat récapitulatif des effectifs en 2001, 2002 et 2003 selon différents concepts (collectivités locales ou territoriales, administrations publiques locales, fonction publique territoriale).....	11
L'emploi dans les collectivités territoriales au 31 décembre 2003 ..	12
La liste des tableaux	15
Les tableaux relatifs aux services (organismes employeurs).....	16
Les tableaux relatifs aux emplois.....	30

Le cédérom

La présentation du cédérom.....	35
La liste des tableaux du cédérom	36

**Directeur
de la publication**
J.-M. Charpin

**Institut national
de la statistique
et des études
économiques**

Direction générale
18 boulevard
Adolphe Pinard
75675 Paris cedex 14
Téléphone : 01 41 17 50
50
Fax : 01 41 17 66 66
www.insee.fr

Impression
Jouve
© Insee 2005

Les sources et les méthodes

L'enquête sur les personnels des collectivités locales et des établissements publics locaux est annuelle. Les agents, relevant de la Fonction Publique Territoriale, sont dénombrés de manière collective par leurs organismes employeurs. Cet ouvrage présente les résultats de cette enquête pour les années 2001, 2002 et 2003.

Les données recueillies

L'information récoltée auprès des collectivités locales et des établissements publics locaux est relative aux effectifs salariés au 31 décembre, à la ventilation des effectifs selon le sexe, le statut (titulaires, non titulaires...), la condition d'emploi (temps complet, temps partiel...) et le cadre d'emploi. La condition d'emploi précise la durée du travail alors que le cadre d'emploi fournit des informations sur la catégorie hiérarchique de l'agent et la filière de son emploi. Les ventilations suivant les cadres d'emploi ne sont disponibles que pour les effectifs titulaires et non-titulaires. Les informations équivalentes au 31 décembre de l'année précédente sont envoyées aux organismes enquêtés pour, le cas échéant, correction.

Ce rappel permet de confronter la réponse de chaque organisme avec celles des années antérieures. Toute évolution anormale des effectifs d'un organisme, de leur répartition par statut ou condition d'emploi donne lieu, en principe, à des contrôles pouvant aboutir à un redressement, le plus souvent sur l'année n-1, parfois sur l'année en cours. On traite de même les apparitions ou disparitions d'organismes dans le champ de l'enquête lorsqu'elles ne correspondent ni à des créations ou suppressions réelles, ni à des transformations fondamentales dans leur activité ou de leur mode de fonctionnement.

Les différentes modalités du statut incluent la notion d'emplois aidés : les emplois-jeunes (institués en 1997), les contrats emploi solidarité (CES - institués courant 1990), les contrats emploi consolidé (CEC - institués en 1992 et les apprentis. Les emplois jeunes sont des emplois à temps complet, alors que les CES sont des emplois à mi-temps au plus. Pour ces statuts, la répartition en cadre d'emploi n'est pas disponible. En conséquence, pour un certain nombre de tableaux, les données existent dans une version hors CES et emplois jeunes et dans une version hors CES, emplois jeunes et apprentis pour être comparables avec les tableaux donnant la répartition par cadre d'emploi.

En continuité avec les éditions précédentes, l'accent est mis sur l'étude des relations entre la population (des communes ou des départements) et le nombre de salariés des collectivités territoriales. Le rapport de leurs employés (convertis en "équivalents temps complet") à la population est fréquemment utilisé comme mesure du "taux d'administration locale". La population des départements est actualisée par les Estimations Localisées de Population (ELP) au 31 décembre de chaque année (sur la base du Recensement général de la population de 1999) ; en revanche, il n'existe pas d'estimation année par année de la population des communes : leur population est celle au Recensement général de la population qui date de mars 1999.

N.B. : une description plus complète des données recueillies dans cette enquête se trouve dans le cédérom au format PDF, rubrique Documentation.

Les unités interrogées

L'enquête porte sur les organismes publics ou semi-publics locaux de la Métropole, des quatre départements d'Outre-mer (chaque DOM est à la fois un département et une région) et de Saint-Pierre-et-Miquelon (recensé depuis 1989). Les unités enquêtées sont les sièges ou établissements principaux des organismes qui répondent pour l'ensemble de leurs personnels.

L'appartenance au champ de l'enquête est déterminé par des critères juridiques et économiques : catégorie juridique de l'employeur "personne morale", statut juridique dominant des salariés, secteur d'activité, caractère marchand ou non de l'activité principale exercée ...

De manière plus précise, le champ de l'enquête comprend :

→ *Les collectivités territoriales stricto sensu* : régions, départements et communes. Cette catégorie comprend également tous les établissements non dotés de l'autonomie comptable qui leur sont rattachés : dans ce cas, les effectifs déclarés par la commune doivent intégrer les effectifs de ces établissements non autonomes. En revanche, les effectifs des communes associées sont communiqués par la commune de rattachement ;

→ *Les établissements publics de coopération intercommunale non spécialisés* (EPCI) : communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes à vocation multiple ;

→ *Les établissements publics de coopération intercommunale spécialisés* dont les compétences sont limitées à un domaine précis (traitement des ordures ménagères, alimentation en eau), tels les syndicats de communes à vocation unique et le cas échéant syndicats mixtes associant d'autres collectivités publiques ; certains d'entre eux ne font plus partie du champ des administrations publiques locales au sens de la Comptabilité nationale.

→ *Les établissements publics administratifs communaux spécialisés* : les Centres communaux d'action sociale (CCAS) et les Caisses des écoles (CDE) à partir du moment où ils disposent d'une autonomie comptable vis-à-vis de la commune à laquelle ils sont rattachés. Il en est de même pour certains établissements publics locaux non

marchands comme les syndicats inter-hospitaliers qui ne gèrent pas d'établissements de soin, mais des services de restauration ou de blanchisserie pour des établissements de soin.

→ *Les établissements publics administratifs départementaux ou régionaux* : les services départementaux de protection contre l'incendie et le secours (SDIS), les organismes à caractère social ou socio-médical (foyers de l'enfance, instituts médico-pédagogiques).

→ *Des organismes plus diversifiés* : le siège parisien du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), les centres départementaux de gestion de la Fonction publique territoriale (CDG), les associations syndicales autorisées (ASA), les offices publics d'habitations à loyer modéré (OPHLM), les caisses de crédit municipal (CCM), les groupements d'intérêt public (GIP) et des établissements publics locaux à caractère industriel et commercial (EPIC) comme les offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) ou les régies autonomes.

A contrario, sont exclus du champ de l'enquête :

→ Les hôpitaux généraux et spécialisés, les agences régionales d'hospitalisation, les hospices et maisons de retraite autonomes et les organismes consulaires (chambres d'agriculture, de commerce et d'industrie, de métiers) ; bien qu'établissements publics locaux, ces organismes sont exclus parce qu'enquêtés par d'autres services statistiques.

→ Les organismes privés d'action locale (OPAL). Cette appellation désigne les organismes non marchands de droit privé placés sous le contrôle d'une collectivité locale. En effet, si au sens de la comptabilité nationale, ils dépendent des administrations publiques locales, seuls 3 % de leurs effectifs relèvent de la Fonction Publique Territoriale (personnes détachées sur des contrats de droit privé...).

→ Les établissements publics locaux d'enseignement (EPL) - lycées, collèges... Afin de mieux faire cadrer le champ de l'enquête avec les contours de la fonction publique territoriale (FPT), les personnels de ces établissements sont exclus du champ même s'ils ont été transférés aux collectivités territoriales par les lois de décentralisation et font partie des administrations publiques locales. En revanche, les personnels non-enseignants des écoles primaires et maternelles, contrairement à leurs homologues de l'enseignement secondaire, sont des agents communaux (FPT).

Enfin, certains établissements (départementaux) d'action médico-sociale, en particulier pour l'enfance protégée, handicapée ou inadaptée, relèvent de la fonction publique hospitalière (FPH), qu'ils soient autonomes ou non.

Le champ de l'enquête ne coïncide pas exactement avec le sous-secteur institutionnel des "Administrations publiques locales" en Comptabilité nationale. En effet, ce regroupement dans les comptes nationaux d'unités à compétence et financements locaux qui produisent principalement des services non marchands ne comprend pas les types d'établissements suivants : les offices publics d'HLM et les caisses de crédit municipal, les régies autonomes et établissements publics locaux à caractère "industriel et commercial", ainsi que certaines activités de syndicats à vocation unique. A contrario, le champ de la Comptabilité nationale inclut les organismes consulaires, avec leurs assemblées permanentes respectives. Mais

les salariés de ces organismes professionnels - juridiquement établissements publics administratifs nationaux - ne sont pas régis par le statut général de la fonction publique (loi du 13 juillet 1983), en particulier par son titre III portant dispositions statutaires relatives à la "fonction publique territoriale" (loi du 26 janvier 1984 modifiée). Cela est vrai même en ce qui concerne les personnels des services administratifs qui ont pourtant la qualité de "fonctionnaire", alors que le statut de la fonction publique s'applique de plein droit aux autres établissements publics administratifs (EPA) et qu'en relèvent certains agents des établissements publics industriels et commerciaux (EPIC), tels les offices publics d'aménagement et de construction (OPAC) créés en lieu et place d'anciens OPHLM.

N.B. : une description plus complète des unités interrogées, notamment l'historique existant de cette enquête, se trouve dans le cédérom au format PDF, rubrique Documentation

La synthèse du champ de l'enquête

Formes juridiques	En gras : champ Colter avec données disponibles ici En italiques : champ Colter sans les données disponibles Le reste : hors champ Colter	...et APUL en comptabilité nationale (S1313)		
Collectivités territoriales	Communes Départements Régions	Collectivités locales (S13131)		
Etablissements publics locaux ou nationaux (EPA ou EPIC)	Communautés urbaines Communautés de villes Communautés de communes Communautés d'agglomération Districts (disparus courant 2002) Syndicats d'agglomérations nouvelles	Collectivités locales (S13131)		
	Syndicats à activité unique Syndicat à vocation multiple	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%; text-align: center;">Collectivités locales (S13131)</td> <td style="width: 50%; text-align: center;">Sociétés non financières (S11) <i>pour certaines activités</i></td> </tr> </table>	Collectivités locales (S13131)	Sociétés non financières (S11) <i>pour certaines activités</i>
	Collectivités locales (S13131)	Sociétés non financières (S11) <i>pour certaines activités</i>		
	Régies et EPIC locaux OPAC, OPHLM, Caisse de crédit municipal	SNF (S11)		
	Associations syndicales de propriétaires (ASA)	ISBLSM (S15)		
CCAS Caisses des écoles Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale, CNFPT Services départementaux d'incendie OTRC, Dév. Hydraulique, rural Agence foncière et technique Région Parisienne (AFTRP) Etablissements publics d'aménagement du territoire (EPAD, EPML, EPBS) Etablissements publics d'aménagement des Villes nouvelles Agence des espaces verts (RIF) Agences de l'eau, STIF Centres régionaux de la propriété forestière Organismes consulaires	ODAL (S13132)			
Etablissements publics locaux d'enseignement	EPLE			
Secteur associatif	Ecoles privées sous contrat <i>Associations culturelles contrôlées par des collectivités locales</i> <i>Agences d'urbanisme, IAURIF</i>			
Sociétés	<i>Fédération nationale des sociétés d'aménagement foncier et rural</i>			

Les questionnaires

Les questionnaires comportent deux tableaux. Le premier donne la répartition des effectifs par statut, sexe et temps de travail (en particulier, temps complet, temps partiel). De la notion de temps de travail est déduit le caractère principal ou secondaire de l'emploi occupé par l'agent.

Le deuxième tableau du questionnaire comporte deux colonnes correspondant au clivage statutaire (titulaires et non-titulaires) et autant de lignes que de cadres d'emploi dans la Fonction publique territoriale. Néanmoins, il existe quelques regroupements pour des cadres d'emploi voisins ou à très faibles effectifs. De la notion de cadre d'emploi, découle les informations relatives à la catégorie hiérarchique (A, B ou C) et la filière à laquelle appartient le cadre d'emploi. Il existe dix filières : administrative, technique, culturelle, sportive, sociale, médico-sociale, médico-technique, incendie et secours, police, animation. Les fonctionnaires territoriaux doivent être classés selon leur cadre d'emploi d'origine lorsqu'ils sont soit en détachement ou en disponibilité sur un poste hors statut (emplois fonctionnels, emplois de contractuels), soit en "activité accessoire" dans l'organisme considéré. Les non-titulaires et les fonctionnaires de l'Etat ou hospitaliers doivent être classés par assimilation dans le cadre d'emploi correspondant le mieux à leur activité au sein de l'organisme qui les recense. Il en est de même, le cas échéant, des titulaires territoriaux non encore affectés à un cadre d'emploi. Quelques lignes sont consacrées à des activités particulières non prévues au statut, elles visent notamment les enseignants (hors sport et culture) et les chargés de mission, chargés d'études ou de relations publiques.

Il existe trois modèles de questionnaire.

- les communes, les établissements communaux et intercommunaux et les établissements publics

administratifs divers remplissent un questionnaire dit "blanc" ;

- les régions et départements remplissent un questionnaire comprenant également un décompte global des agents de la fonction publique territoriale mis à disposition dans les services déconcentrés de l'Etat. Ce questionnaire est dit "rouge" ;

- les Etablissements Publics Industriels et Commerciaux (EPIC) reçoivent un questionnaire ne demandant pas les effectifs des assistant(e)s maternel(le)s et comportant un deuxième tableau par cadres d'emplois, simplifié, sans emploi fonctionnel. Il est dit questionnaire "vert".

Depuis 2000, le premier tableau a été modifié à trois niveaux. La distinction entre temps partiel (demandé par les agents sur des postes ouverts à temps complet) et temps non-complet (imposé à l'agent par l'employeur) a été faite, au sein du tableau I pour les effectifs titulaires, les non-titulaires et les assistant(e)s maternel(le)s. Deuxièmement, une question sur le nombre des apprentis rémunérés par l'organisme a été introduite, au sein de la rubrique concernant les emplois aidés du tableau I. Troisièmement, au sein du tableau II, une rubrique recensant les agents de catégorie A issus des fonctions publiques de l'Etat ou hospitalière a été ajoutée, ainsi qu'un dénombrement des agents détachés sur des emplois fonctionnels.

Il n'y a pas de changement spécifique sur la nomenclature des emplois territoriaux pour les données qui nous intéressent ici, par rapport aux éditions précédentes.

N.B. : les trois modèles de questionnaires de l'enquête sur les Personnels des Collectivités Territoriales et des Services Publics Locaux envoyés aux communes, départements et autres organismes se trouvent dans le cédérom au format PDF, rubrique Documentation.

Les taux de collecte

Malgré les efforts importants consentis par les gestionnaires de collecte de l'enquête au sein des Directions régionales de l'INSEE, des unités ne répondent pas à l'enquête.

En validité 2003, les taux de collecte étaient les suivants :

Enquête au 31 décembre ...	Taux de collecte brut	Taux de collecte pondéré
2001	95.51%	90.79%
2002	96.01%	89.67%
2003	95.78%	91.89%

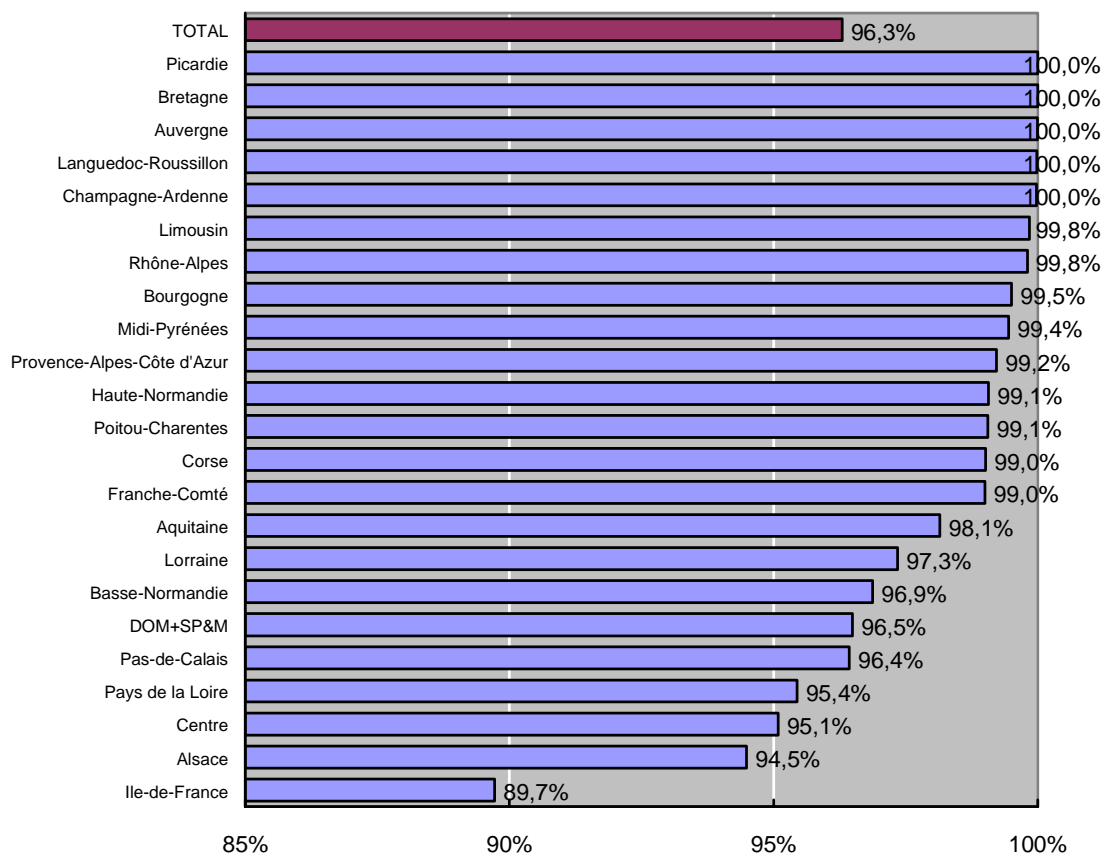
Le taux de collecte brut est le rapport entre le nombre de questionnaires reçus et le nombre de questionnaires envoyé. Le taux de collecte pondéré est identique dans sa forme, mais le numérateur et le dénominateur sont pondérés par les effectifs au 31 décembre de l'année précédente.

En cas de non-réponse, on se borne à reconduire les derniers effectifs connus de l'unité non-répondante. S'il s'agit d'une unité nouvellement enquêtée, elle ne compte pas d'effectifs jusqu'à ce qu'elle envoie, pour la première fois, un questionnaire.

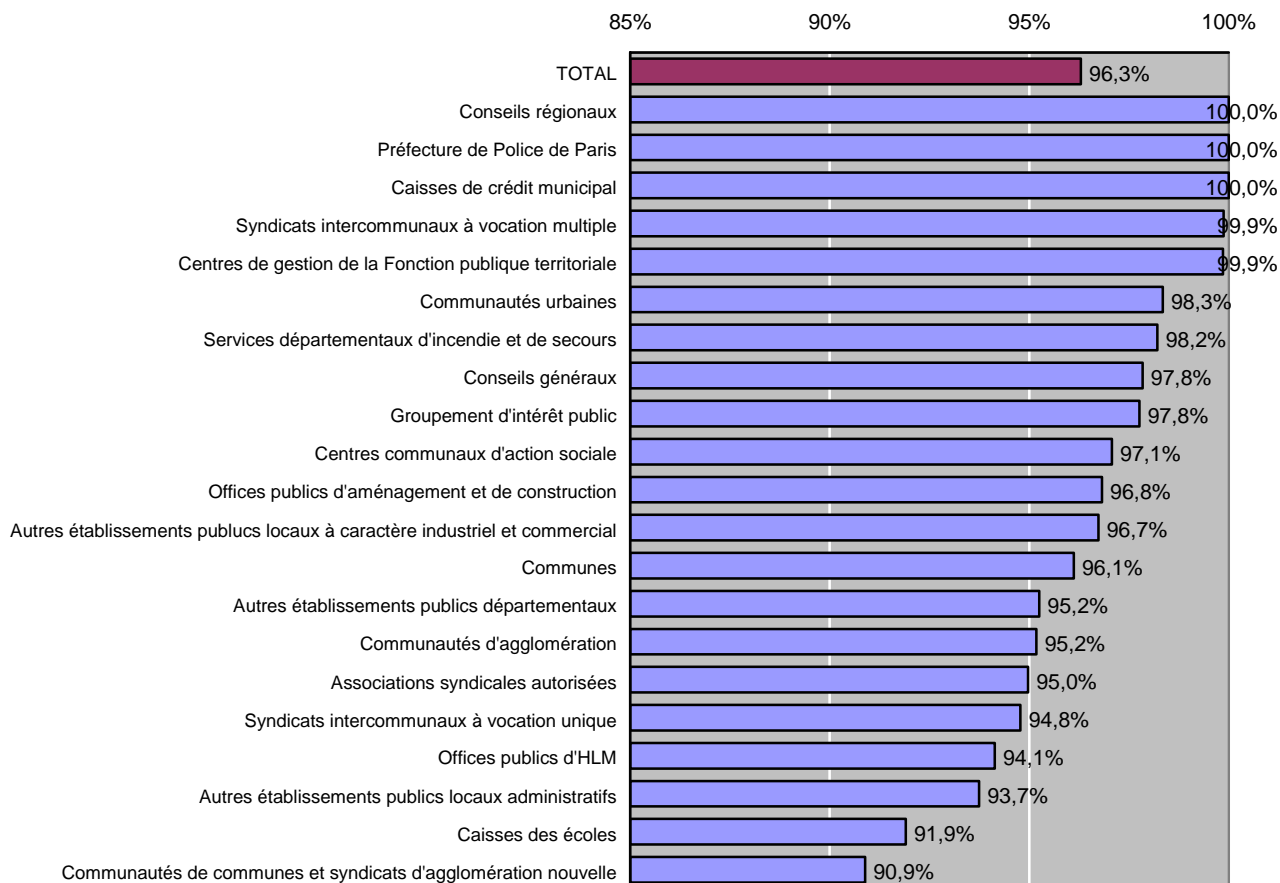
Les tableaux suivants donnent les taux de collecte bruts selon la région, le département ou le type d'organisme enquêté, mais uniquement pour les unités enquêtées par voie postale. En effet, six gros organismes, situés géographiquement à Paris et à Marseille, répondent par voie télématique et donc n'entrent pas dans ce relevé de non-réponse, même si leurs effectifs sont évidemment recensés dans cet ouvrage.

Enfin, il convient de préciser que le nombre d'unités enquêtées en 2003 est supérieur à celui des deux autres années, car les unités ayant répondu trois années de suite ne pas employer d'agents ont toutes été réinterrogées en 2003.

Taux de collecte pondérés en 2003 par région



Taux de collecte pondérés en 2003 par type d'organisme



Les références bibliographiques

A partir de la même enquête :

→ Les résultats détaillés pour 2000 à 2002 sont disponibles dans la collection « société » Insee-Résultats N°39 de mars 2005, révisé en mai 2005.

→ Les résultats détaillés pour 1999 à 2001 sont disponibles dans la collection « société » Insee-Résultats N°30 de juillet 2004.

→ Les résultats détaillés pour 1997 à 1999 sont disponibles dans la collection « société » Insee-Résultats n°1 de janvier 2002.

→ Les résultats détaillés des enquêtes de 1983 à 1997 inclus ont été publiés dans les numéros 155, 181, 228, 255 de l'ancienne série "Archives et Documents" de l'Insee et dans les volumes numéros 2, 14, 30-31, 48-49, 65-66, 95-96, 133-134, 135, 161-162 et 163-164 de la série "Emploi-Revenus" d'Insee-Résultats.

→ Pour la période antérieure, 1945 à 1982, l'ouvrage de référence est : "Annales statistiques de la fonction publique 1945-1969-1989", Insee-Résultats, série Emploi-Revenus n° 28-29.

→ Chaque année, une description rapide des principales tendances des effectifs des collectivités territoriales et des établissements publics locaux est faite dans une publication de la série Insee Première grâce aux données de l'enquête qui nous intéresse ici. La dernière édition concernait les effectifs au 31 décembre 2003, Insee Première N°1 032, juillet 2005.

Sur le sujet :

→ La fonction publique de l'Etat : rapport annuel 2003. (La Documentation française 2003)

→ L'Observatoire de l'emploi public : Rapport annuel décembre 2003. (La Documentation française 2004) ISBN 2-11-006504-5

Les données essentielles

Etat récapitulatif des effectifs en 2001, 2002 et 2003

selon différents concepts (collectivités locales ou territoriales, administrations publiques locales, fonction publique territoriale), y compris les unités de Saint-Pierre-et-Miquelon

Types d'organismes	2001	2002	2003
1 - organismes départementaux et régionaux ¹	276 011	287 824	297 439
idem sans emplois aidés ni apprentis	267 092	279 291	291 455
2 - organismes communaux et intercommunaux ²	1 326 125	1 363 664	1 379 100
idem sans emplois aidés ni apprentis	1 184 669	1 225 160	1 270 860
3 - établissements publics administratifs "marchands" ³ et associations syndicales autorisées (ASA)	26 558	26 397	27 047
idem sans emplois aidés ni apprentis	25 340	25 229	26 245
4 - établissements publics locaux industriels et commerciaux ⁴	39 665	41 362	43 309
idem sans emplois aidés ni apprentis	37 980	39 807	42 323
5 - organismes consulaires ⁵ et autres établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales	51 277	53 545	55 208
idem sans emplois aidés ni apprentis	49 398	51 556	53 643
Enquête « collectivités territoriales » : (1 à 4).....	1 668 359	1 719 247	1 746 895
dont contrats emploi solidarité.....	95 162	90 372	76 734
dont emplois jeunes.....	53 609	54 305	33 842
dont apprentis.....	4 507	5 083	5 436
hors emplois aidés et hors apprentis.....	1 515 081	1 569 487	1 630 883
dont métropole (avec emplois aidés).....	1 599 437	1 649 177	1 677 279
dont emplois principaux (avec emplois aidés et DOM).....	1 594 955	1 650 197	1 678 151
dont titulaires.....	1 101 430	1 143 669	1 189 967
Effectifs totaux convertis en équivalents temps complet.....	1 409 515	1 463 396	1 492 899
idem sans emplois aidés ni apprentis	1 305 170	1 360 347	1 416 885
Administrations publiques locales⁶ : (1 à 2, 5).....	1 653 413	1 705 033	1 731 747
idem sans emplois aidés ni apprentis	1 501 159	1 556 007	1 615 958
Fonction publique territoriale⁷ : (1 à 3).....	1 628 694	1 677 885	1 703 586
idem sans emplois aidés ni apprentis	1 477 101	1 529 680	1 588 560

1. non compris établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales mais inclus dans la fonction publique de l'Etat : agences de l'eau, centres de la propriété forestière et syndicat des transports de l'Île de France.

2. y compris syndicats mixtes entre des communes et d'autres collectivités publiques.

3. caisses de crédit municipal, offices publics d'HLM.

4. y compris régies dotées de la personnalité morale et EPIC "non-marchands".

5. chambres de commerce, de métiers, d'agriculture, et assemblées permanentes.

6. au sens strict du terme, il conviendrait d'éliminer les effectifs de certains SIVU.

7. y compris personnels non-titulaires des organismes considérés.

L'emploi dans les collectivités locales au 31 décembre 2003

Au 31 décembre 2003, 1,75 million de personnes sont employées par les collectivités territoriales et leurs établissements publics, en France métropolitaine et dans les DOM. Après une année 2002 marquée par une croissance soutenue, l'année 2003 renoue, comme 2001, avec une croissance modérée (+ 1,6 %). Ce ralentissement masque des situations contrastées. Le dynamisme des communautés de communes et surtout d'agglomération reflète le développement accéléré de la coopération intercommunale (+ 11,9 %). En contrepartie, pour la première fois, l'emploi baisse dans les communes alors qu'il se développe de façon significative dans les régions et départements. La baisse du nombre d'emplois aidés, amorcée en 2001, s'accroît (- 34 000). En effet, le nombre d'emplois-jeunes diminue en raison des premières sorties du dispositif. A l'exception de la filière médico-technique, toutes les filières bénéficient de la croissance. Comme en 2002, c'est dans la filière animation que la progression est la plus nette.

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics emploient 1 746 900 personnes au 31 décembre 2003, soit 28 000 personnes de plus qu'en 2002 (+ 1,6 %).

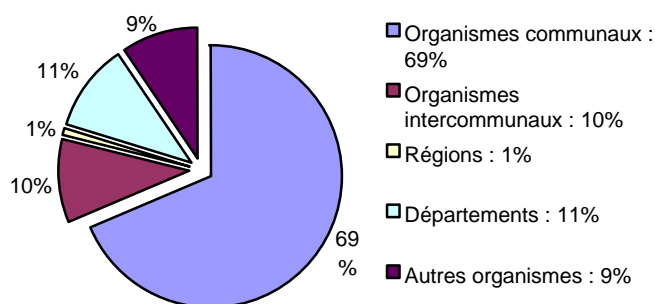
Dans la définition retenue par l'Observatoire de l'emploi public (OEP), les effectifs se montent à 1 631 600. En effet, cet organisme définit l'emploi public local de façon principalement juridique, en référence aux statuts de recrutement de la Fonction publique territoriale. Sont alors exclus les salariés des établissements publics locaux industriels et commerciaux, des groupements d'intérêt public et des associations syndicales autorisées qui relèvent du droit privé. Les emplois secondaires des collectivités locales, occupés par des agents ayant un emploi principal dans le reste de l'économie,

comptes avec les autres fonctions publiques ou le secteur privé. Dans cette définition restreinte, l'emploi public local augmente également de 1,6 % en 2003.

Selon la définition plus générale adoptée ici, environ 79 % des emplois territoriaux sont concentrés dans les organismes communaux et intercommunaux, 17 % dans les organismes départementaux et régionaux et 4 % dans les autres organismes : offices publics d'HLM (OPHLM), offices publics d'aménagement et de construction (OPAC), caisses de crédit municipal, régies etc.

Ralentissement de l'emploi dans les collectivités locales

Répartition des effectifs au 31 décembre 2003 par type d'organisme

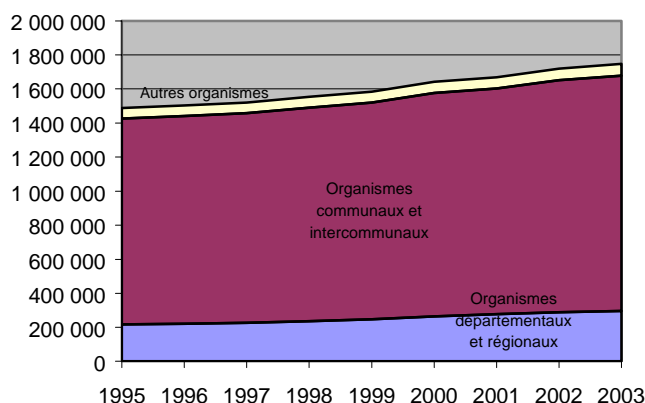


Source : Enquête sur les Personnels des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics Locaux au 31 décembre 2003, Insee

sont également éliminés pour éviter des doubles

En 2003, le nombre d'emplois progresse de + 1,6 %, après une hausse de 3 % en 2002. Ce ralentissement s'explique, notamment, par l'arrivée à échéance, sans renouvellement, d'une partie des emplois aidés (- 34 000). On constate ainsi, pour la première fois, une baisse sensible des emplois-jeunes en raison des premières sorties du dispositif (- 38 %). Les contrats emploi-solidarité et emploi-consolidé continuent de baisser, selon le mouvement engagé en 2001. En 1993, 115 000 personnes étaient concernées ; en 2003, elles ne sont plus que 76 000. Le recul des emplois aidés affecte particulièrement les communes qui regroupent 62,2 % de l'emploi territorial mais 74,6 % de l'emploi aidé.

Evolution de l'effectif total par type d'organisme de 1995 à 2003



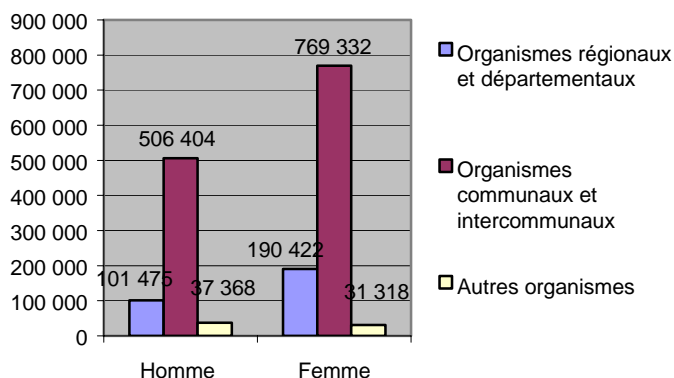
Source : Enquête sur les Personnels des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics Locaux au 31 décembre 2003, Insee

l'emploi des communes vers les structures intercommunales. En particulier, les communautés d'agglomération ont créé 10 500 emplois, ce qui porte leur effectif à 29 200 personnes en 2003. Les communautés de communes se maintiennent à un niveau élevé, avec un gain net de 6 000 emplois (+ 16,4 %).

La structure des emplois diffère selon les organismes : dans les organismes communaux et intercommunaux, il y a moins de femmes et moins de postes à temps plein que dans les structures régionales et départementales, mais les emplois secondaires y sont plus développés. Par contre, quel que soit le type d'organisme, la part des titulaires est sensiblement la même (74 %) et n'a pas progressé en 2003. Elle avait sensiblement augmenté depuis 1993 (+ 5,9 points dans les organismes départementaux ou régionaux et + 4,3 points dans les organismes communaux), dans le cadre des mesures visant à la résorption de l'emploi précaire.

Les emplois dans la coopération intercommunale augmentent de 11,9 %

Répartition des effectifs par sexe et par type d'organisme au 31 décembre 2003, hors emplois aidés

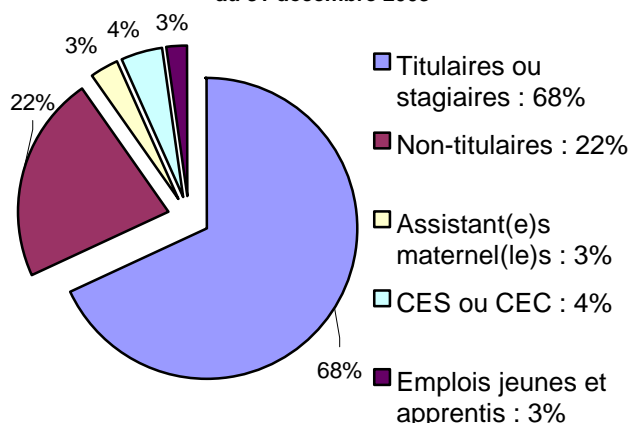


Source : Enquête sur les Personnels des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics Locaux au 31 décembre 2003, Insee

Comme l'an dernier, l'évolution des emplois dans les organismes régionaux et départementaux (+ 3,3 %) est supérieure à celles des personnels des organismes communaux et intercommunaux (+ 1,1 %). Ces hausses sont néanmoins inférieures à celles enregistrées en 2002 (respectivement + 4,1 % et + 2,8 %). La progression des organismes régionaux et départementaux profite principalement aux conseils régionaux (+ 6,4 %) et aux services départementaux d'incendie et de secours (+ 4,9 %).

L'évolution globalement assez faible au niveau des organismes communaux et intercommunaux (+ 1,1 %) masque cependant une réallocation de

Répartition des effectifs par statut au 31 décembre 2003



Source : Enquête sur les Personnels des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics Locaux au 31 décembre 2003, Insee

Le nombre d'apprentis augmente de 6,9 % en 2003 ; 80 % d'entre eux ont été recrutés par les communes. La tendance pour les assistantes maternelles est la même depuis trois ans : une baisse de 0,6 %, par rapport à un effectif d'un peu plus de 55 500 personnes. C'est surtout dans les organismes communaux que leur nombre diminue : 500 emplois ont disparu. Près de 65 % des assistantes maternelles sont rémunérées par les conseils généraux, soit un point de moins qu'en 2002.

L'emploi progresse dans toutes les filières, sauf dans le médico-social

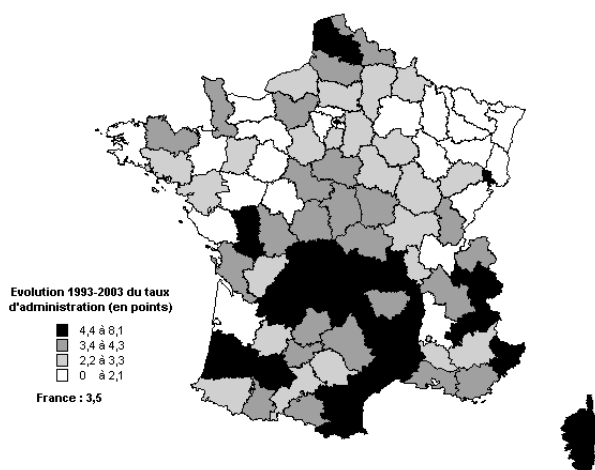
Presque la moitié des employés territoriaux travaillent dans la filière technique (45,4%). Elle est suivie par les filières administrative (23,7 %) et sociale (9,9 %). Ces trois filières représentent 79 % des emplois territoriaux en 2003, contre 82,5 % en 1993. La filière incendie-secours continue de croître, mais à un rythme moins soutenu : + 1 300 emplois environ en 2003, contre + 2 300 en 2002. Le dynamisme des emplois dans la police municipale se confirme, avec un gain de 1 100 emplois (+ 5,3 %). Près de 60 % des recrutements concernent le cadre d'emploi de chef de police alors que ce dernier ne représente que 7,2 % des effectifs de la filière.

La filière animation continue sur sa lancée (+ 16,4 % après + 10,2 % en 2002). Les filières sociale et médico-sociale représentent près de 15 % des emplois, hors assistantes maternelles, apprentis et emplois aidés. Elles ont chacune créé entre 3 et 4 % d'emplois supplémentaires.

La répartition par catégorie hiérarchique est stable : en 2003, la proportion de cadres A reste inférieure à 9 %, celle des cadres B dépasse juste 14 %. Plus des 3/4 des personnels relèvent donc toujours de la catégorie C.

Croissance du taux d'administration locale

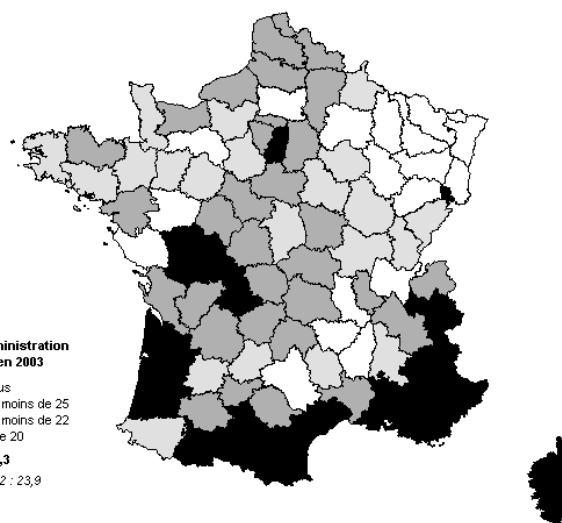
Evolution 1993-2003 du taux d'administration locale



Source : Enquête sur les Personnels des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics Locaux au 31 décembre 2003, Insee

La croissance du taux d'administration locale reflète le mouvement de transfert de compétence de l'Etat vers les collectivités locales. Les mesures les plus récentes concernent les transports ferroviaires régionaux de voyageurs, la formation professionnelle, la gestion des équipements scolaires des lycées pour les régions et la gestion des allocataires de l'allocation personnalisée à l'autonomie et du RMI pour les départements. En 2003, on dénombre 24,3 agents équivalents temps plein pour 1 000 habitants, tous statuts confondus, contre 20,8 en 1993. Cette évolution a surtout été favorable aux organismes régionaux dont les effectifs ont doublé en dix ans et, dans une moindre mesure, aux organismes départementaux (+ 41,4 %). Dans les organismes communaux, la hausse décennale atteint à peine 18 %. Excepté Paris, la hausse a concerné davantage les départements du sud de la Loire. Elle a affecté aussi bien des départements ayant déjà en 1993 une forte présence des collectivités territoriales (Corse, Alpes-Maritimes, Hérault) que les départements initialement moins pourvus en emploi local (Creuse, Corrèze, Gers).

Taux d'administration locale pour 1 000 habitants en 2003



Source : Enquête sur les Personnels des Collectivités Territoriales et des Etablissements Publics Locaux au 31 décembre 2003, Insee

Au total, les disparités géographiques se sont globalement maintenues sur la décennie. En 2003, l'administration locale est proportionnellement plus présente dans les départements du sud de la France et particulièrement autour de la Méditerranée (Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse), en Ile-de-France (à l'exception du Val-d'Oise) et dans les DOM ; de même, il reste inférieur à 21 pour mille dans les départements de l'Est, notamment en Alsace et en Lorraine.

La liste des tableaux

I - TABLEAUX RELATIFS AUX SERVICES (organismes employeurs)

II - TABLEAUX RELATIFS AUX EMPLOIS

I-1. Statistiques sur les organismes

TI1A - Champ des enquêtes de 2001 à 2003 par code budget : unités présentes dans les résultats, dont unités avec effectifs non nuls - *Métropole et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon*.....16

TI1B - Champ des enquêtes de 2001 à 2003 par département : unités présentes dans les résultats, dont unités avec effectifs non nuls - *Métropole et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon*17

TI1A - Effectifs titulaires et non-titulaires au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 par cadre d'emploi - *Métropole et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon*30

TI1B - Effectifs totaux au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 par catégorie hiérarchique - *France entière, Métropole, Régions et Départements, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon*32

I-2. Tableaux sur les effectifs totaux

TI2 - Effectifs totaux au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 par code budget et statut - *Métropole et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon*19

I-3. Tableaux relatifs aux effectifs des organismes communaux et intercommunaux

TI3 - Agents communaux et intercommunaux par statut et par taille de la commune, au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 : en nombre moyen et en effectifs pour 1 000 habitants - *Métropole et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon*.....21

I-4. Tableaux sur les effectifs totaux, à l'échelon des régions et des départements

TI4A - Effectifs totaux au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 par code budget regroupé - *France entière, Métropole, Régions et Départements, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon* 24

TI4B - Effectifs titulaires et non-titulaires au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 - *France entière, Métropole, Régions et Départements, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon*..... 27

Les tableaux relatifs aux services (organismes employeurs)

T11A : Champ des enquêtes de 2001 à 2003 par code budget :
unités présentes dans les résultats¹, dont unités avec effectifs non nuls
 Métropole et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon

	2001		2002		2003	
	Nombre d'unités	dont eff. non nuls	nombre d'unités	dont eff. non nuls	nombre d'unités	dont eff. non nuls
Régions	26	26	26	26	26	26
Départements ²	101	101	101	101	101	101
Préfecture de Police de Paris ³	1	1	1	1	1	1
Etablissements publics départementaux administratifs	253	236	253	232	269	249
Services départementaux d'incendie et de secours	99	98	98	98	98	98
Centres de gestion et CNFPT ⁴	96	95	96	95	96	95
Organismes régionaux et départementaux	576	557	575	553	591	570
Communes	36 676	35 871	36 680	35 962	36 680	35 946
Centres communaux d'action sociale (CCAS)	6 859	2 794	6 945	2 815	7 295	2 901
Caisses des écoles	1 264	427	1 242	418	1 231	417
Communautés urbaines	14	14	15	15	14	14
Communautés de communes	1 765	1 663	2 050	1 942	2 201	2 112
Communautés de villes et communautés d'agglomération	89	84	116	110	142	138
Districts	147	132	0	0	0	0
Syndicats de communes à vocation multiple (SIVOM)	1 893	1 415	1 733	1 316	1 593	1 200
Syndicats de communes à vocation unique (SIVU)	16 476	9 320	16 089	9 408	15 820	9 333
Autres établissements publics locaux administratifs	272	140	270	141	271	129
Syndicats d'agglomérations nouvelles	8	8	8	8	8	8
Groupements d'intérêt public (GIP)	103	62	134	99	152	113
Organismes communaux et intercommunaux	65 566	51 930	65 282	52 234	65 407	52 311
Associations syndicales autorisées	15 351	3 535	14 907	3 413	14 924	3 810
Caisses de crédit municipal	19	19	19	19	19	19
Offices publics d'HLM	199	197	196	194	194	189
Offices publics d'aménagement et de construction (OPAC)	94	92	97	96	99	98
Autres établissements publics locaux à caractère industriel et commercial, régies autonomes à caractère industriel et commercial	541	426	569	448	611	493
Autres organismes	16 204	4 269	15 788	4 170	15 847	4 609
TOTAL	82 346	56 756	81 645	56 957	81 845	57 490

¹ Y compris les unités ayant répondu n'employer personne trois années de suite et qui n'ont pas reçu de questionnaires en 2001 et en 2002.

² Y compris Saint Pierre et Miquelon.

³ Il s'agit des personnels pris en charge sur le budget spécial de la Ville de Paris, servi par la Préfecture de Police.

⁴ Centre National de la Fonction Publique Territoriale

TI1B : Champ des enquêtes de 2001 à 2003 par département :
unités présentes dans les résultats, dont unités avec effectifs non nuls
Métropole et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon

	2001		2002		2003	
	nombre d'unités	dont eff. non nuls	nombre d'unités	dont eff. non nuls	nombre d'unités	dont eff. non nuls
01 Ain	1 097	554	1 078	550	1 071	561
02 Aisne	1 532	1 158	1 528	1 148	1 527	1 135
03 Allier	589	446	580	440	545	441
04 Alpes-de-Haute-Provence	606	296	586	291	579	298
05 Hautes-Alpes	568	245	564	243	562	256
06 Alpes-Maritimes	501	298	480	298	458	298
07 Ardèche	666	481	653	484	655	490
08 Ardennes	919	663	915	663	915	658
09 Ariège	610	433	592	434	593	434
10 Aube	1 038	696	1 041	699	1 041	724
11 Aude	799	581	800	585	778	591
12 Aveyron	626	436	666	436	666	431
13 Bouches-du-Rhône	608	318	577	311	564	323
14 Calvados	1 269	1 004	1 246	1 011	1 222	1 009
15 Cantal	492	367	491	362	481	356
16 Charente	788	584	776	581	775	591
17 Charente-Maritime	1 281	779	1 277	787	1 253	798
18 Cher	606	423	598	427	589	432
19 Corrèze	536	412	537	418	531	419
21 Côte D'Or	1 476	1 054	1 487	1 059	1 486	1 083
22 Côtes-d'Armor	973	593	952	595	931	598
23 Creuse	522	368	514	375	510	379
24 Dordogne	1 088	796	1 082	808	1 094	787
25 Doubs	1 259	681	1 257	700	1 247	707
26 Drôme	918	538	908	535	1 031	548
27 Eure	1 166	1 038	1 171	1 031	1 210	1 024
28 Eure-et-Loir	760	626	766	628	759	632
29 Finistère	667	445	661	447	657	451
2A Corse du Sud	203	156	200	159	197	157
2B Corse du Nord	389	244	399	248	394	247
30 Gard	867	563	857	585	843	589
31 Haute-Garonne	1 059	735	1 054	744	1 054	750
32 Gers	902	621	900	622	887	620
33 Gironde	1 264	908	1 273	924	1 352	931
34 Hérault	760	538	757	536	777	550
35 Ille-et-Vilaine	860	633	854	632	842	626
36 Indre	490	370	485	367	478	376
37 Indre-et-Loire	708	427	687	431	670	437
38 Isère	1 624	816	1 615	817	1 633	838
39 Jura	1 326	748	1 336	753	1 328	776
40 Landes	758	503	741	509	862	527
41 Loir-et-Cher	763	524	763	530	755	530
42 Loire	575	474	569	469	570	464
43 Haute-Loire	468	335	465	338	461	335
44 Loire-Atlantique	669	389	644	383	828	392
45 Loiret	804	574	805	574	802	574
46 Lot	604	488	599	484	600	479
47 Lot-et-Garonne	682	469	670	461	664	465
48 Lozère	338	236	330	240	329	249
49 Maine-et-Loire	746	534	736	537	728	540

**TI1B (suite) : Champ des enquêtes de 2001 à 2003 par département :
unités présentes dans les résultats, dont unités avec effectifs non nuls**
Métropole et Départements d'Outre-Mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon

	2001		2002		2003	
	nombre d'unités	nombre d'unités	nombre d'unités	dont eff. non nuls	nombre d'unités	dont eff. non nuls
50 Manche	1 124	908	1 097	909	1 084	909
51 Marne	1 511	1 236	1 517	1 234	1 530	1 272
52 Haute-Marne	1 089	814	1 090	821	1 091	852
53 Mayenne	500	387	496	384	494	385
54 Meurthe-et-Moselle	1 346	921	1 334	926	1 407	945
55 Meuse	1 022	628	1 006	623	1 019	632
56 Morbihan	683	464	660	466	657	471
57 Moselle	1 438	1 121	1 416	1 115	1 424	1 124
58 Nièvre	623	459	606	454	593	452
59 Nord	1 789	1 099	1 791	1 103	1 804	1 121
60 Oise	1 287	1 005	1 292	1 007	1 331	1 011
61 Orne	931	730	912	753	906	750
62 Pas-de-Calais	2 081	1 571	2 097	1 562	2 104	1 574
63 Puy de Dôme	977	686	978	688	973	691
64 Pyrénées-Atlantiques	1 216	790	1 199	796	1 182	799
65 Hautes-Pyrénées	841	513	840	523	836	511
66 Pyrénées-Orientales	803	495	795	487	775	500
67 Bas-Rhin	1 265	1 004	1 279	1 015	1 265	1 029
68 Haut-Rhin	1 030	741	1 037	744	1 013	745
69 Rhône	635	472	625	471	611	470
70 Haute-Saône	1 266	871	1 262	860	1 247	880
71 Saône-et-Loire	1 057	851	1 047	864	1 049	861
72 Sarthe	766	565	755	565	748	561
73 Savoie	621	465	619	467	617	471
74 Haute-Savoie	847	444	816	456	824	464
75 Paris	77	50	57	48	51	47
76 Seine-Maritime	1 510	1 244	1 509	1 244	1 490	1 254
77 Seine et Marne	1 347	850	1 346	860	1 332	875
78 Yvelines	692	470	690	473	697	475
79 Deux-Sèvres	656	497	660	499	654	510
80 Somme	1 719	1 170	1 637	1 174	1 642	1 154
81 Tarn	683	496	683	503	680	510
82 Tarn-et-Garonne	425	267	401	269	398	271
83 Var	640	293	596	302	582	308
84 Vaucluse	452	293	446	295	433	302
85 Vendée	845	483	835	484	830	486
86 Vienne	632	424	628	418	628	428
87 Haute-Vienne	415	312	419	313	406	314
88 Vosges	1 334	864	1 330	873	1 349	909
89 Yonne	1 062	622	1 042	624	1 034	633
90 Territoire de Belfort	289	169	287	163	278	170
91 Essonne	550	341	551	348	540	360
92 Hauts-de-Seine	162	117	161	122	162	121
93 Seine-Saint-Denis	178	131	180	137	180	131
94 Val-de-Marne	212	152	209	157	209	161
95 Val-d'Oise	531	349	540	345	539	350
971 Guadeloupe	123	117	119	116	120	117
972 Martinique	135	109	125	109	127	111
973 Guyane	51	47	51	47	54	50
974 Réunion	56	48	52	49	59	54
975 Saint-Pierre-et-Miquelon	3	3	3	3	3	3
TOTAL	82 346	56 756	81 645	56 957	81 845	57 490

T12 : Effectifs totaux au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 par code budget et statut
Métropole et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon

	ANNEE	TOTAL	Titulaires ou Stagiaires	Non Titulaires	Assistant(e)s Maternel(le)s	CES ou CEC	Emplois jeunes	Apprentis
Régions	2001	11 596	7 961	3 361		70	154	50
	2002	12 514	8 632	3 637		61	137	47
	2003	13 310	9 596	3 530		32	64	88
Départements	2001	181 436	117 076	21 374	36 265	2 534	3 912	275
	2002	187 199	12 2138	22 798	35 824	2 287	3 880	272
	2003	191 634	127 263	24 129	35 971	2 224	1 747	300
Préfecture de Police de Paris	2001	6 282	5 570	710		2		
	2002	6 525	5 822	702		1		
	2003	6 411	5 717	694				
Etablissements publics départementaux administratifs	2001	19 377	13 855	4 483	241	545	242	11
	2002	20 480	14 112	5 284	259	566	252	7
	2003	22 119	15 048	6 059	306	507	179	20
Services départementaux d'incendie et de secours	2001	47 594	45 647	1 004		228	700	15
	2002	51 044	49 140	1 067		178	645	14
	2003	53 570	51 808	1 055		136	542	29
Centres de gestion et CNFPT	2001	9 726	4 118	5 425	2	72	108	1
	2002	10 062	4 237	5 636	3	68	115	3
	2003	10 395	4 419	5 858	2	47	64	5
Communes	2001	1 077 772	735 898	211 796	14 767	75 960	35 761	3 590
	2002	1 092 833	752 615	213 447	14634	72118	35863	4156
	2003	1 085 791	768 615	216 035	14 377	60 678	21 761	4 325
Centres communaux d'action sociale	2001	89 096	51 429	26 278	4 653	4 884	1 775	77
	2002	93 158	54 348	27 870	4 388	4 704	1 781	67
	2003	96 102	56 948	29 753	4 112	4 053	1 142	94
Caisses des écoles	2001	16 567	5 029	11 082	1	400	48	7
	2002	16 842	4 852	11 584	1	337	57	11
	2003	17 302	5 913	11 020	30	283	48	8
Communautés urbaines	2001	25 235	21 685	2 341	24	493	538	154
	2002	28 995	24 701	3 029	24	565	533	143
	2003	30 655	26 433	3 410	26	345	272	169
Communautés de communes	2001	27 438	13 216	7 527	46	3 521	3 069	59
	2002	36 941	19 760	9 809	174	3 431	3 699	68
	2003	43 012	24 591	11 884	218	3 304	2 931	84
Communautés de villes et Communautés d'agglomération	2001	11 898	8 609	1 920	34	304	996	35
	2002	18 573	13 780	3 142	39	403	1 156	53
	2003	29 218	22 117	5 494	62	551	922	72
Districts	2001	4 627	3 101	1 006	100	173	235	12
	2002	0						
	2003	0						
Syndicats de communes à vocation multiple	2001	15 791	8 594	4 654	34	1 550	934	25
	2002	15 339	8 080	4 782	34	1 496	926	21
	2003	13 017	7 417	3 976	32	1 042	529	21
Syndicats de communes à vocation unique	2001	49 582	28 466	14 910	415	2 846	2 866	79
	2002	52 230	30 459	15 566	409	2 663	3 046	87
	2003	55 078	33 241	16 648	321	2 451	2 322	95

T12 (suite): Effectifs totaux au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 par code budget et statut
Métropole et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon

	ANNEE	TOTAL	Titulaires ou Stagiaires	Non Titulaires	Assistant(e)s Maternel(le)s	CES ou CEC	Emplois jeunes	Apprentis
Autres établissements publics locaux administratifs	2001	3 524	1 935	1 319	24	153	90	3
	2002	3 675	2 012	1 380	29	158	91	5
	2003	3 707	1 609	1 936	1	118	38	5
Syndicats d'agglomérations nouvelles	2001	3 584	2 415	459	33	329	346	2
	2002	3 711	2 511	446	33	384	335	2
	2003	3 607	2 620	492	33	188	273	1
Groupements d'intérêt public	2001	1 011	359	510		52	87	3
	2002	1 367	423	799		49	93	3
	2003	1 611	231	1 265		49	64	2
Associations syndicales autorisées	2001	4 372	2 186	2 058	2	64	59	3
	2002	4 224	2 054	2 049		63	54	4
	2003	4 893	2 399	2 355	26	61	48	4
Caisses de crédit municipal	2001	1 096	657	404		12	16	7
	2002	1 011	616	367		10	11	7
	2003	1 029	628	375		5	8	13
Offices publics d'HLM	2001	21 090	16 173	3 860		345	697	15
	2002	21 162	16 180	3 963		325	669	25
	2003	21 125	16 485	3 977		286	356	21
Offices publics d'aménagement et de construction	2001	23 879	4 454	18 108		520	765	32
	2002	24 752	4 489	19 080		420	729	34
	2003	25 477	4 248	20 516		291	392	30
Autres établissements publics locaux à caractère industriel et commercial...¹	2001	15 786	2 997	12 421		105	211	52
	2002	16 610	2 708	13 530		85	233	54
	2003	17 832	2 621	14 938		83	140	50
Total	2001	1 668 359	1 101 430	357 010	56 641	95 162	53 609	4 507
	2002	1 719 247	1 143 669	369 967	55 851	90 372	54 305	5 083
	2003	1 746 895	1 189 967	385 399	55 517	76 734	33 842	5 436

¹ Y compris régies dotées de la personnalité morale et EPIC « non-marchands ».

**T13 : Agents communaux et intercommunaux par statut et par taille de la commune,
au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 : en nombre moyen et en effectifs pour 1 000 habitants**
Métropole et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon

2001 ¹

	Nombre de communes	Population des communes enquêtées	Nombre d'agents communaux et intercommunaux en 2001 : en nombre moyen et pour 1 000 habitants									
			Tous statuts		Titulaires ou stagiaires		Non titulaires		Assistant(e)s maternel(le)s		Emplois aidés, y compris apprentis	
			Nombre moyen	Pour 1 000	Nombre moyen	Pour 1 000	Nombre moyen	Pour 1 000	Nombre moyen	Pour 1 000	Nombre moyen	Pour 1 000
MOINS DE 50 HAB	1 060	36 150	1,2	34,3	0,7	19,4	0,4	11,7	0,0	0,0	0,1	3,1
50 A 99 H	2 955	221 967	1,9	25,3	1,0	13,9	0,6	8,5	0,0	0,0	0,2	2,8
100 A 149 H	3 544	438 572	2,6	20,6	1,4	11,4	0,8	6,9	0,0	0,0	0,3	2,3
150 A 199 H	3 033	528 721	3,2	18,3	1,8	10,2	1,0	5,8	0,0	0,0	0,4	2,4
200 A 249 H	2 653	593 423	3,9	17,2	2,2	9,6	1,2	5,2	0,0	0,0	0,5	2,4
250 A 299 H	2 208	603 979	4,3	15,8	2,5	9,0	1,2	4,4	0,0	0,0	0,6	2,4
300 A 399 H	3 440	1 193 703	5,1	14,8	2,9	8,5	1,4	4,0	0,0	0,0	0,8	2,4
400 A 499 H	2 416	1 077 489	6,1	13,7	3,6	8,0	1,5	3,4	0,0	0,0	1,0	2,3
500 A 699 H	3 637	2 145 467	8,1	13,8	4,8	8,2	1,9	3,2	0,0	0,0	1,4	2,4
700 A 999 H	3 062	2 550 530	11,1	13,3	6,8	8,2	2,3	2,7	0,0	0,0	1,9	2,3
1000 A 1499 H	2 683	3 269 135	17,4	14,3	10,7	8,8	3,5	2,9	0,0	0,0	3,2	2,6
1500 A 1999 H	1 386	2 400 418	25,4	14,7	16,1	9,3	4,9	2,8	0,0	0,0	4,3	2,5
2000 A 2499 H	875	1 950 041	33,6	15,1	22,5	10,1	5,9	2,7	0,0	0,0	5,1	2,3
2500 A 2999 H	615	1 685 988	45,8	16,7	30,0	10,9	8,4	3,0	0,1	0,0	7,3	2,7
3000 A 3999 H	765	2 637 671	59,1	17,1	39,1	11,3	10,5	3,0	0,2	0,0	9,4	2,7
4000 A 4999 H	474	2 120 282	82,3	18,4	53,3	11,9	15,8	3,5	0,9	0,2	12,3	2,7
5000 A 6999 H	571	3 377 557	124,0	21,0	80,1	13,5	24,4	4,1	1,5	0,3	18,0	3,0
7000 A 9999 H	402	3 319 826	185,6	22,5	118,6	14,4	39,4	4,8	3,5	0,4	24,0	2,9
10000 A 14999 H	298	3 592 532	295,3	24,5	192,1	15,9	61,3	5,1	7,7	0,6	34,2	2,8
15000 A 19999 H	172	2 982 434	452,6	26,1	295,6	17,0	101,4	5,8	13,3	0,8	42,3	2,4
20000 A 24999 H	106	2 356 915	574,5	25,8	383,7	17,3	120,0	5,4	16,5	0,7	54,4	2,4
25000 A 29999 H	75	2 045 058	749,7	27,9	490,3	18,2	174,7	6,5	23,9	0,9	60,8	2,3
30000 A 39999 H	82	2 836 188	965,7	27,6	639,2	18,3	211,8	6,1	23,3	0,7	91,4	2,6
40000 A 49999 H	53	2 351 720	1 312,6	29,6	888,6	20,0	283,9	6,4	27,0	0,6	113,1	2,5
50000 A 59999 H	33	1 772 034	1 584,4	29,5	1 069,4	19,9	401,8	7,5	32,8	0,6	80,4	1,5
60000 A 69999 H	16	1 030 530	1 781,4	27,7	1 152,9	17,9	382,3	5,9	21,9	0,3	224,3	3,5
70000 A 79999 H	12	900 668	2 128,9	28,4	1 557,4	20,8	412,1	5,5	28,0	0,4	131,4	1,8
80000 A 99999 H	13	1 144 317	2 704,1	30,7	1 766,2	20,1	665,4	7,6	34,9	0,4	237,6	2,7
100000 A 149999 H	20	2 509 113	3 440,2	27,4	2 361,9	18,8	766,4	6,1	58,5	0,5	253,5	2,0
150000 A 199999 H	6	1 023 556	4 262,5	25,0	3 177,5	18,6	855,3	5,0	55,5	0,3	174,2	1,0
200000 A 399999 H	8	2 127 035	7 425,9	27,9	5 798,5	21,8	1 168,4	4,4	149,1	0,6	309,9	1,2
PARIS LYON MARSEILLE	3	3 369 128	29 673,3	26,4	22 451,7	20,0	6 287,3	5,6	207,0	0,2	727,3	0,6
TOTAL	36 676	60 192 147	36,2	22,0	24,0	14,6	7,7	4,7	0,5	0,3	3,9	2,4

¹ La répartition du nombre de communes par tranche de population et celle de la population associée par tranche sont différentes de celles de l'Insee Résultats précédent (N°39 de mars 2005). Dans cette dernière version des erreurs sont à dénombrer. Nous vous présentons nos excuses et nous vous précisons que la version corrigée de la précédente version est disponible sur Internet.

**T13 (suite) : Agents communaux et intercommunaux par statut et par taille de la commune,
au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 : en nombre moyen et en effectifs pour 1 000 habitants**
Métropole et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon

2002

	Nombre de communes	Population des communes enquêtées	Nombre d'agents communaux et intercommunaux en 2002 : en nombre moyen et pour 1 000 habitants									
			Tous statuts		Titulaires ou stagiaires		Non titulaires		Assistant(e)s maternel(le)s		Emplois aidés, y compris apprentis	
			Nombre moyen	Pour 1 000	Nombre moyen	Pour 1 000	Nombre moyen	Pour 1 000	Nombre moyen	Pour 1 000	Nombre moyen	Pour 1 000
MOINS DE 50 HAB	1 059	36 150	1,2	34,1	0,7	19,9	0,4	11,3	0,0	0,0	0,1	2,9
50 A 99 H	2 955	221 914	2,0	26,0	1,1	14,4	0,7	8,8	0,0	0,0	0,2	2,8
100 A 149 H	3 544	438 600	2,6	20,8	1,4	11,6	0,9	6,9	0,0	0,0	0,3	2,3
150 A 199 H	3 034	529 079	3,2	18,4	1,8	10,4	1,0	5,8	0,0	0,0	0,4	2,2
200 A 249 H	2 653	593 423	3,9	17,6	2,2	9,9	1,2	5,2	0,0	0,0	0,5	2,5
250 A 299 H	2 208	603 979	4,5	16,3	2,6	9,4	1,2	4,5	0,0	0,1	0,6	2,3
300 A 399 H	3 439	1 193 370	5,3	15,2	3,1	8,8	1,4	4,0	0,0	0,0	0,8	2,3
400 A 499 H	2 416	1 077 489	6,3	14,1	3,8	8,4	1,5	3,4	0,0	0,0	1,0	2,3
500 A 699 H	3 639	2 146 633	8,4	14,2	5,1	8,6	1,9	3,3	0,0	0,0	1,4	2,4
700 A 999 H	3 063	2 551 267	11,5	13,8	7,2	8,7	2,4	2,8	0,0	0,0	1,9	2,3
1000 A 1499 H	2 685	3 271 765	18,1	14,8	11,5	9,4	3,4	2,8	0,0	0,0	3,2	2,6
1500 A 1999 H	1 385	2 398 497	26,4	15,2	17,3	10,0	4,8	2,8	0,0	0,0	4,2	2,4
2000 A 2499 H	876	1 952 213	35,3	15,9	23,9	10,7	6,3	2,8	0,1	0,0	5,1	2,3
2500 A 2999 H	615	1 685 988	47,1	17,2	31,7	11,6	8,3	3,0	0,1	0,0	7,0	2,5
3000 A 3999 H	766	2 640 815	61,1	17,7	41,0	11,9	10,7	3,1	0,2	0,0	9,2	2,7
4000 A 4999 H	474	2 120 282	85,4	19,1	55,8	12,5	16,6	3,7	0,9	0,2	12,2	2,7
5000 A 6999 H	570	3 371 851	127,9	21,6	84,2	14,2	24,5	4,1	1,6	0,3	17,7	3,0
7000 A 9999 H	402	3 319 838	192,0	23,3	124,4	15,1	40,7	4,9	3,4	0,4	23,5	2,8
10000 A 14999 H	298	3 592 532	301,1	25,0	197,9	16,4	63,0	5,2	7,6	0,6	32,5	2,7
15000 A 19999 H	172	2 982 434	464,9	26,8	304,2	17,5	106,1	6,1	12,8	0,7	41,8	2,4
20000 A 24999 H	106	2 356 915	588,5	26,5	392,0	17,6	124,3	5,6	16,3	0,7	55,8	2,5
25000 A 29999 H	76	2 073 993	754,2	27,6	504,9	18,5	169,0	6,2	23,0	0,8	57,3	2,1
30000 A 39999 H	81	2 805 081	994,4	28,7	659,3	19,0	221,8	6,4	22,7	0,7	90,5	2,6
40000 A 49999 H	53	2 351 720	1 343,8	30,3	911,3	20,5	303,5	6,8	26,2	0,6	102,9	2,3
50000 A 59999 H	33	1 771 972	1 619,0	30,2	1 117,8	20,8	390,7	7,3	31,9	0,6	78,6	1,5
60000 A 69999 H	16	1 030 530	1 831,7	28,4	1 183,7	18,4	406,6	6,3	20,7	0,3	220,8	3,4
70000 A 79999 H	12	900 668	2 181,2	29,1	1 611,4	21,5	416,7	5,6	28,1	0,4	125,0	1,7
80000 A 99999 H	13	1 144 317	2 779,3	31,6	1 802,5	20,5	711,1	8,1	33,6	0,4	232,2	2,6
100000 A 149999 H	20	2 509 113	3 537,4	28,2	2 444,5	19,5	796,9	6,4	59,2	0,5	236,8	1,9
150000 A 199999 H	6	1 023 556	4 270,8	25,0	3 244,0	19,0	817,7	4,8	54,3	0,3	154,8	0,9
200000 A 399999 H	8	2 127 035	7 518,8	28,3	5 870,9	22,1	1 230,4	4,6	144,6	0,5	272,9	1,0
PARIS LYON MARSEILLE	3	3 369 128	31 066,0	27,7	23 144,7	20,6	6 822,0	6,1	208,0	0,2	891,3	0,8
TOTAL	36 680	60 192 147	37,2	22,7	24,9	15,2	8,0	4,8	0,5	0,3	3,8	2,3

**TI3 (suite) : Agents communaux et intercommunaux par statut et par taille de la commune,
au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 : en nombre moyen et en effectifs pour 1 000 habitants**
Métropole et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon

2003

	Nombre de communes	Population des communes enquêtées	Nombre d'agents communaux et intercommunaux en 2003 : en nombre moyen et pour 1 000 habitants									
			Tous statuts		Titulaires ou stagiaires		Non titulaires		Assistant(e)s maternel(le)s		Emplois aidés, y compris apprentis	
			Nombre moyen	Pour 1 000	Nombre moyen	Pour 1 000	Nombre moyen	Pour 1 000	Nombre moyen	Pour 1 000	Nombre moyen	Pour 1 000
MOINS DE 50 HAB	1 059	36 150	1,2	35,2	0,7	20,9	0,4	11,3	0,0	0,0	0,1	3,0
50 A 99 H	2 955	221 914	1,9	25,7	1,1	14,7	0,7	8,7	0,0	0,0	0,2	2,3
100 A 149 H	3 544	438 600	2,6	20,7	1,5	12,0	0,8	6,9	0,0	0,0	0,2	1,8
150 A 199 H	3 035	529 079	3,2	18,2	1,9	10,6	1,0	5,9	0,0	0,0	0,3	1,7
200 A 249 H	2 653	593 423	3,9	17,4	2,3	10,3	1,2	5,2	0,0	0,0	0,4	2,0
250 A 299 H	2 208	603 979	4,5	16,3	2,7	9,7	1,3	4,6	0,0	0,1	0,5	1,9
300 A 399 H	3 438	1 193 007	5,2	14,9	3,1	9,0	1,4	4,0	0,0	0,0	0,7	1,9
400 A 499 H	2 416	1 077 489	6,4	14,4	4,0	8,9	1,6	3,6	0,0	0,1	0,8	1,8
500 A 699 H	3 639	2 146 633	8,5	14,4	5,3	9,1	2,0	3,4	0,0	0,0	1,1	1,9
700 A 999 H	3 062	2 550 502	11,6	13,9	7,6	9,1	2,5	3,0	0,0	0,0	1,6	1,9
1000 A 1499 H	2 686	3 272 899	18,4	15,1	12,3	10,1	3,5	2,9	0,0	0,0	2,5	2,1
1500 A 1999 H	1 385	2 398 491	26,8	15,5	18,4	10,6	4,9	2,8	0,0	0,0	3,4	2,0
2000 A 2499 H	876	1 952 219	36,1	16,2	25,4	11,4	6,5	2,9	0,1	0,0	4,1	1,8
2500 A 2999 H	615	1 685 982	47,6	17,4	33,3	12,1	8,6	3,1	0,1	0,0	5,7	2,1
3000 A 3999 H	766	2 640 815	62,4	18,1	43,1	12,5	11,7	3,4	0,2	0,0	7,4	2,1
4000 A 4999 H	474	2 120 276	86,3	19,3	59,0	13,2	17,0	3,8	0,7	0,2	9,6	2,1
5000 A 6999 H	570	3 371 851	129,1	21,8	87,9	14,9	26,0	4,4	1,6	0,3	13,7	2,3
7000 A 9999 H	402	3 319 838	191,8	23,2	129,9	15,7	42,1	5,1	3,1	0,4	16,7	2,0
10000 A 14999 H	298	3 592 538	303,5	25,2	207,5	17,2	64,4	5,3	7,5	0,6	24,1	2,0
15000 A 19999 H	172	2 982 434	468,0	27,0	314,8	18,2	109,4	6,3	12,6	0,7	31,2	1,8
20000 A 24999 H	106	2 356 915	586,8	26,4	408,0	18,3	124,0	5,6	15,9	0,7	38,9	1,8
25000 A 29999 H	76	2 073 993	755,1	27,7	517,1	19,0	173,4	6,4	22,0	0,8	42,6	1,6
30000 A 39999 H	81	2 805 081	1 000,5	28,9	676,5	19,5	227,1	6,6	22,2	0,6	74,7	2,2
40000 A 49999 H	53	2 351 720	1 362,9	30,7	936,3	21,1	321,3	7,2	25,6	0,6	79,7	1,8
50000 A 59999 H	33	1 771 972	1 617,1	30,1	1 138,7	21,2	392,3	7,3	30,5	0,6	55,5	1,0
60000 A 69999 H	16	1 030 530	1 851,2	28,7	1 204,7	18,7	414,1	6,4	22,4	0,3	209,9	3,3
70000 A 79999 H	12	900 668	2 323,5	31,0	1 694,8	22,6	513,3	6,8	25,3	0,3	90,1	1,2
80000 A 99999 H	13	1 144 317	2 855,6	32,4	1 904,7	21,6	722,2	8,2	35,8	0,4	192,9	2,2
100000 A 149999 H	20	2 509 113	3 585,2	28,6	2 538,6	20,2	789,8	6,3	56,2	0,4	200,6	1,6
150000 A 199999 H	6	1 023 556	4 359,8	25,6	3 321,2	19,5	886,3	5,2	52,8	0,3	99,5	0,6
200000 A 399999 H	8	2 127 035	7 799,5	29,3	6 070,3	22,8	1 394,5	5,2	137,9	0,5	196,9	0,7
PARIS LYON MARSEILLE	3	3 369 128	31 571,3	28,1	23 749,0	21,1	6 971,0	6,2	212,3	0,2	639,0	0,6
TOTAL	36 680	60 192 147	37,6	22,9	25,9	15,8	8,2	5,0	0,5	0,3	3,0	1,8

TI4A : Effectifs totaux au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 par code budget regroupé
France entière, Métropole, Régions et Départements, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon

	TOTAL			Départementaux et régionaux			Communaux et intercommunaux			Autres budgets		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003
Métropole et Dom	1 668 359	1 719 247	1 746 895	276 011	287 824	297 439	1 326 125	1 363 664	1 379 100	66 223	67 759	70 356
Métropole	1 599 437	1 649 177	1 677 279	262 371	274 245	283 754	1 271 056	1 307 362	1 323 381	66 010	67 570	70 144
Alsace	35 037	36 220	36 760	5 002	5 342	5 533	28 199	29 051	29 483	1 836	1 827	1 744
67 Bas-Rhin	21 469	22 195	22 545	2 942	3 197	3 358	17 428	17 858	18 119	1 099	1 140	1 068
68 Haut-Rhin	13 568	14 025	14 215	2 060	2 145	2 175	10 771	11 193	11 364	737	687	676
Aquitaine	81 335	83 585	85 063	13 884	14 340	14 634	65 046	66 779	67 578	2 405	2 466	2 851
24 Dordogne	11 383	11 814	11 905	2 684	2 798	2 861	8 538	8 857	8 885	161	159	159
33 Gironde	36 785	37 612	38 435	6 235	6 490	6 600	29 726	30 236	30 596	824	886	1 239
40 Landes	10 295	10 749	11 102	1 865	1 893	1 926	8 078	8 513	8 808	352	343	368
47 Lot-et-Garonne	7 309	7 543	7 460	1 123	1 160	1 152	6 023	6 207	6 127	163	176	181
64 Pyrénées-Atlantiques	15 563	15 867	16 161	1 977	1 999	2 095	12 681	12 966	13 162	905	902	904
Auvergne	35 023	36 040	36 475	5 794	6 122	6 220	28 107	28 814	29 088	1 122	1 104	1 167
03 Allier	9 195	9 402	9 436	1 635	1 733	1 739	7 232	7 338	7 330	328	331	367
15 Cantal	4 132	4 335	4 290	605	649	684	3 449	3 613	3 535	78	73	71
43 Haute-Loire	4 727	4 902	4 885	769	839	809	3 807	3 920	3 934	151	143	142
63 Puy de Dôme	16 969	17 401	17 864	2 785	2 901	2 988	13 619	13 943	14 289	565	557	587
Basse-Normandie	36 242	37 306	37 881	6 162	6 407	6 620	28 930	29 714	30 075	1 150	1 185	1 186
14 Calvados	17 502	17 871	18 234	2 704	2 843	2 920	14 219	14 411	14 698	579	617	616
50 Manche	11 762	12 291	12 491	1 865	1 969	2 066	9 565	9 997	10 088	332	325	337
61 Orne	6 978	7 144	7 156	1 593	1 595	1 634	5 146	5 306	5 289	239	243	233
Bourgogne	40 897	42 498	42 704	6 123	6 691	6 901	32 792	33 584	33 518	1 982	2 223	2 285
21 Côte D'Or	13 330	14 131	14 035	1 871	2 086	2 149	10 784	11 197	11 027	675	848	859
58 Nièvre	5 928	6 016	6 166	1 149	1 222	1 283	4 619	4 620	4 715	160	174	168
71 Saône-et-Loire	13 787	14 295	14 377	1 636	1 857	1 885	11 405	11 690	11 739	746	748	753
89 Yonne	7 852	8 056	8 126	1 467	1 526	1 584	5 984	6 077	6 037	401	453	505
Bretagne	69 810	72 711	74 461	13 063	13 403	13 932	54 847	57 421	58 572	1 900	1 887	1 957
22 Côtes-d'Armor	14 573	15 170	15 528	3 320	3 354	3 391	10 953	11 546	11 855	300	270	282
29 Finistère	18 851	19 632	19 882	3 458	3 528	3 643	14 845	15 571	15 677	548	533	562
35 Ille-et-Vilaine	21 538	22 268	22 799	4 059	4 182	4 401	16 885	17 490	17 792	594	596	606
56 Morbihan	14 848	15 641	16 252	2 226	2 339	2 497	12 164	12 814	13 248	458	488	507
Centre	61 673	63 187	64 113	9 800	10 137	10 645	49 607	50 762	51 123	2 266	2 288	2 345
18 Cher	7 718	7 877	7 772	1 494	1 569	1 637	6 004	6 072	5 896	220	236	239
28 Eure-et-Loir	10 407	10 529	10 527	1 660	1 735	1 801	8 151	8 182	8 110	596	612	616
36 Indre	5 702	5 996	6 159	832	877	1 006	4 673	4 931	4 963	197	188	190
37 Indre-et-Loire	14 295	14 733	14 695	2 220	2 309	2 294	11 415	11 757	11 706	660	667	695
41 Loir-et-Cher	8 142	8 271	8 632	1 430	1 508	1 623	6 516	6 575	6 817	196	188	192
45 Loiret	15 409	15 781	16 328	2 164	2 139	2 284	12 848	13 245	13 631	397	397	413
Champagne-Ardenne	33 621	34 341	34 408	5 664	5 848	5 828	25 179	25 651	25 645	2 778	2 842	2 935
08 Ardennes	7 811	7 957	7 956	1 534	1 572	1 635	5 766	5 854	5 809	511	531	512
10 Aube	7 728	7 943	7 923	1 289	1 255	1 184	5 759	5 984	5 977	680	704	762
51 Marne	12 805	13 042	13 198	1 877	1 979	1 962	9 972	10 109	10 248	956	954	988
52 Haute-Marne	5 277	5 399	5 331	964	1 042	1 047	3 682	3 704	3 611	631	653	673
Corse	9 071	9 339	9 621	2 632	2 759	2 830	5 618	5 737	5 859	821	843	932
2A Corse du Sud	4 538	4 703	4 815	1 423	1 511	1 504	2 948	3 026	3 133	167	166	178
2B Corse du Nord	4 533	4 636	4 806	1 209	1 248	1 326	2 670	2 711	2 726	654	677	754

	TOTAL			Départementaux et régionaux			Communaux et intercommunaux			Autres budgets		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003
Franche-Comté	28 119	28 553	29 230	5 239	5 376	5 900	21 410	21 561	21 719	1 470	1 616	1 611
25 Doubs	12 438	12 540	12 630	2 305	2 383	2 441	9 642	9 658	9 682	491	499	507
39 Jura	6 501	6 763	6 701	1 243	1 268	1 298	4 871	4 988	4 937	387	507	466
70 Haute-Saône	5 417	5 533	5 728	730	811	1 092	4 392	4 410	4 313	295	312	323
90 Territoire de Belfort	3 763	3 717	4 171	961	914	1 069	2 505	2 505	2 787	297	298	315
Haute-Normandie	50 052	51 750	51 506	7 905	8 182	8 063	40 320	41 647	41 527	1 827	1 921	1 916
27 Eure	13 888	14 279	14 635	1 651	1 747	1 871	11 967	12 223	12 433	270	309	331
76 Seine-Maritime	36 164	37 471	36 871	6 254	6 435	6 192	28 353	29 424	29 094	1 557	1 612	1 585
Ile-de-France	344 164	353 171	360 440	55 095	56 808	58 052	277 992	285 188	290 515	11 077	11 175	11 873
75 Paris	84 700	88 495	90 118	22 017	22 775	22 818	60 095	63 149	64 623	2 588	2 571	2 677
77 Seine et Marne	32 315	33 126	33 469	4 417	4 576	4 672	26 784	27 463	27 699	1 114	1 087	1 098
78 Yvelines	33 908	35 019	36 682	3 633	3 741	3 921	29 399	30 391	31 200	876	887	1 561
91 Essonne	32 605	33 419	33 254	3 542	3 701	3 829	29 045	29 678	29 394	18	40	31
92 Hauts-de-Seine	43 576	45 352	46 798	5 223	5 395	5 505	36 142	37 718	39 075	2 211	2 239	2 218
93 Seine-Saint-Denis	47 814	48 236	48 405	6 148	6 370	6 654	39 400	39 567	39 466	2 266	2 299	2 285
94 Val-de-Marne	40 565	40 886	42 596	6 812	6 890	7 127	32 232	32 416	33 874	1 521	1 580	1 595
95 Val-d'Oise	28 681	28 638	29 118	3 303	3 360	3 526	24 895	24 806	25 184	483	472	408
Languedoc-Roussillon	69 593	71 744	73 341	11 327	11 491	11 950	55 646	57 548	58 411	2 620	2 705	2 980
11 Aude	10 353	10 979	10 815	1 625	1 675	1 763	8 493	9 048	8 780	235	256	272
30 Gard	16 906	17 212	17 276	3 174	3 015	3 172	13 167	13 582	13 337	565	615	767
34 Hérault	27 888	28 842	30 399	4 577	4 747	4 909	22 511	23 285	24 664	800	810	826
48 Lozère	1 786	1 947	1 917	262	363	337	1 472	1 534	1 526	52	50	54
66 Pyrénées-Orientales	12 660	12 764	12 934	1 689	1 691	1 769	10 003	10 099	10 104	968	974	1 061
Limousin	19 469	20 439	20 893	3 478	3 720	3 909	15 033	15 624	15 901	958	1 095	1 083
19 Corrèze	6 153	6 434	6 659	1 073	1 141	1 152	4 923	5 139	5 356	157	154	151
23 Creuse	3 253	3 451	3 451	672	736	729	2 430	2 562	2 560	151	153	162
87 Haute-Vienne	10 063	10 554	10 783	1 733	1 843	2 028	7 680	7 923	7 985	650	788	770
Lorraine	51 207	52 748	53 687	8 065	8 830	8 999	40 690	41 258	41 902	2 452	2 660	2 786
54 Meurthe-et-Moselle	16 485	16 832	17 096	2 597	2 746	2 835	13 205	13 385	13 541	683	701	720
55 Meuse	5 124	5 278	5 311	952	1 232	1 232	4 006	3 874	3 913	166	172	166
57 Moselle	20 511	21 315	21 901	3 129	3 400	3 466	16 217	16 586	17 031	1 165	1 329	1 404
88 Vosges	9 087	9 323	9 379	1 387	1 452	1 466	7 262	7 413	7 417	438	458	496
Midi-Pyrénées	72 753	75 448	77 285	12 670	13 221	13 787	57 803	59 941	61 089	2 280	2 286	2 409
09 Ariège	4 483	4 546	4 596	712	755	758	3 658	3 681	3 745	113	110	93
12 Aveyron	5 860	6 137	6 309	1 190	1 265	1 296	4 549	4 732	4 864	121	140	149
31 Haute-Garonne	31 821	32 997	34 020	5 192	5 377	5 544	26 154	27 161	27 979	475	459	497
32 Gers	5 078	5 468	5 504	1 022	1 057	1 255	3 979	4 332	4 171	77	79	78
46 Lot	4 328	4 579	4 674	687	735	791	3 569	3 761	3 791	72	83	92
65 Hautes-Pyrénées	6 426	6 666	6 832	1 214	1 305	1 377	4 292	4 464	4 498	920	897	957
81 Tarn	9 164	9 310	9 493	1 584	1 635	1 663	7 188	7 265	7 388	392	410	442
82 Tarn-et-Garonne	5 593	5 745	5 857	1 069	1 092	1 103	4 414	4 545	4 653	110	108	101
Nord-Pas-de-Calais	109 488	113 969	112 959	18 282	19 490	19 891	87 389	90 555	89 062	3 817	3 924	4 006
59 Nord	70 329	73 191	73 251	11 859	12 703	13 108	56 487	58 454	58 015	1 983	2 034	2 128
62 Pas-de-Calais	39 159	40 778	39 708	6 423	6 787	6 783	30 902	32 101	31 047	1 834	1 890	1 878

	TOTAL			Départementaux et régionaux			Communaux et intercommunaux			Autres budgets		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003
Pays de la Loire	76 167	78 915	80 746	13 161	13 687	14 379	60 003	62 183	63 293	3 003	3 045	3 074
44 Loire-Atlantique	28 820	30 092	30 848	5 999	6 152	6 494	21 849	22 996	23 414	972	944	940
49 Maine-et-Loire	15 660	16 364	16 689	2 330	2 453	2 422	12 528	13 039	13 335	802	872	932
53 Mayenne	7 070	7 125	7 317	1 255	1 290	1 402	5 666	5 691	5 763	149	144	152
72 Sarthe	13 004	13 059	13 214	1 643	1 690	1 817	10 715	10 714	10 759	646	655	638
85 Vendée	11 613	12 275	12 678	1 934	2 102	2 244	9 245	9 743	10 022	434	430	412
Picardie	47 041	47 795	47 904	8 693	8 889	8 828	36 103	36 628	36 795	2 245	2 278	2 281
02 Aisne	15 349	15 387	15 385	2 962	3 052	2 991	11 611	11 552	11 605	776	783	789
60 Oise	16 232	16 590	16 518	2 664	2 774	2 754	12 665	12 896	12 823	903	920	941
80 Somme	15 460	15 818	16 001	3 067	3 063	3 083	11 827	12 180	12 367	566	575	551
Poitou-Charentes	46 447	48 199	48 998	8 361	8 724	8 965	35 948	37 280	37 810	2 138	2 195	2 223
16 Charente	8 863	9 050	9 255	1 494	1 567	1 673	7 170	7 267	7 341	199	216	241
17 Charente-Maritime	15 711	16 183	16 795	2 468	2 625	2 806	12 523	12 799	13 219	720	759	770
79 Deux-Sèvres	10 624	10 980	11 102	2 178	2 181	2 245	7 917	8 273	8 334	529	526	523
86 Vienne	11 249	11 986	11 846	2 221	2 351	2 241	8 338	8 941	8 916	690	694	689
Provence-Alpes-Côte d'Azur	140 247	145 084	148 491	21 201	22 570	24 025	111 135	114 404	116 210	7 911	8 110	8 256
04 Alpes-de-Haute-Provence	4 345	4 494	4 546	883	946	982	3 416	3 496	3 523	46	52	41
05 Hautes-Alpes	4 075	4 404	4 712	510	509	588	3 026	3 161	3 343	539	734	781
06 Alpes-Maritimes	32 947	33 370	34 400	4 756	5 147	5 465	27 157	27 278	27 984	1 034	945	951
13 Bouches-du-Rhône	59 207	61 600	62 420	8 998	9 510	10 155	45 191	47 047	47 186	5 018	5 043	5 079
83 Var	25 461	26 578	27 405	3 650	3 989	4 143	21 043	21 825	22 480	768	764	782
84 Vaucluse	14 212	14 638	15 008	2 404	2 469	2 692	11 302	11 597	11 694	506	572	622
Rhône-Alpes	141 981	146 135	150 313	20 770	22 208	23 863	113 259	116 032	118 206	7 952	7 895	8 244
01 Ain	9 327	9 599	9 822	1 403	1 363	1 469	7 027	7 313	7 409	897	923	944
07 Ardèche	6 117	6 493	6 634	1 080	1 127	1 166	4 881	5 211	5 312	156	155	156
26 Drôme	10 610	10 859	11 160	2 021	2 145	2 244	7 997	8 123	8 301	592	591	615
38 Isère	30 952	31 946	32 744	3 919	4 346	4 534	25 227	25 845	26 339	1 806	1 755	1 871
42 Loire	16 449	16 538	16 788	2 465	2 510	2 865	13 064	13 118	12 992	920	910	931
69 Rhône	40 760	41 943	43 013	5 967	6 542	6 960	33 001	33 576	34 150	1 792	1 825	1 903
73 Savoie	12 488	12 713	13 291	1 627	1 711	2 000	9 573	9 766	9 973	1 288	1 236	1 318
74 Haute-Savoie	15 278	16 044	16 861	2 288	2 464	2 625	12 489	13 080	13 730	501	500	506
Départements d'Outre-Mer	68 922	70 070	69 616	13 640	13 579	13 685	55 069	56 302	55 719	213	189	212
971 Guadeloupe	14 942	14 941	14 770	2 905	2 937	3 020	12 013	11 990	11 729	24	14	21
972 Martinique	14 897	15 293	15 070	2 779	2 798	2 859	12 097	12 470	12 186	21	25	25
973 Guyane	6 016	6 320	6 233	2 001	2 021	1 988	3 904	4 197	4 133	111	102	112
974 Réunion	32 810	33 241	33 265	5 838	5 704	5 693	26 915	27 489	27 518	57	48	54
975 Saint-Pierre-et-Miquelon	257	275	278	117	119	125	140	156	153	0	0	0

TI4B : Effectifs titulaires et non-titulaires au 31 décembre 2001, 2002 et 2003

France entière, Métropole, Régions et Départements, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon

	Titulaires ou stagiaires			Non titulaires		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003
Métropole et Dom	1 095 888	1 143 669	1 189 967	342 021	369 967	385 399
Métropole	1 069 146	1 115 353	1 160 393	321 359	349 230	365 033
Alsace	24 044	25 324	26 467	7 337	7 958	7 872
67 Bas-Rhin	14 670	15 358	15 974	4 708	5 130	5 146
68 Haut-Rhin	9 374	9 966	10 493	2 629	2 828	2 726
Aquitaine	54 990	57 413	60 327	14 441	15 298	16 153
24 Dordogne	7 048	7 410	7 951	2 317	2 450	2 600
33 Gironde	25 519	26 476	27 488	5 975	6 057	6 670
40 Landes	6 892	7 246	7 878	1 792	2 102	2 175
47 Lot-et-Garonne	5 072	5 375	5 560	1 158	1 057	1 084
64 Pyrénées-Atlantiques	10 459	10 906	11 450	3 199	3 632	3 624
Auvergne	22 361	23 447	24 631	6 702	6 908	7 311
03 Allier	6 073	6 352	6 632	1 569	1 607	1 679
15 Cantal	2 748	2 918	3 067	456	528	551
43 Haute-Loire	2 793	2 971	3 109	1 050	1 016	1 050
63 Puy de Dôme	10 747	11 206	11 823	3 627	3 757	4 031
Basse-Normandie	24 398	25 642	26 768	7 130	7 162	7 358
14 Calvados	11 605	12 170	12 743	3 552	3 438	3 627
50 Manche	8 280	8 843	9 233	2 133	2 240	2 212
61 Orne	4 513	4 629	4 792	1 445	1 484	1 519
Bourgogne	26 684	28 077	29 170	8 561	9 193	9 337
21 Côte D'Or	8 335	8 950	9 310	3 477	3 818	3 611
58 Nièvre	3 998	4 162	4 365	823	800	908
71 Saône-et-Loire	8 976	9 437	9 767	2 888	3 118	3 259
89 Yonne	5 375	5 528	5 728	1 373	1 457	1 559
Bretagne	46 913	49 698	52 331	14 823	15 442	15 802
22 Côtes-d'Armor	10 031	10 703	11 315	2 915	2 949	2 979
29 Finistère	13 290	13 983	14 595	3 376	3 575	3 587
35 Ille-et-Vilaine	14 281	14 916	15 610	4 925	5 201	5 319
56 Morbihan	9 311	10 096	10 811	3 607	3 717	3 917
Centre	42 414	44 420	46 020	12 119	12 147	12 534
18 Cher	5 436	5 718	5 820	1 067	1 042	1 054
28 Eure-et-Loir	7 519	7 823	8 000	1 535	1 553	1 588
36 Indre	3 635	3 863	4 157	1 139	1 215	1 267
37 Indre-et-Loire	9 496	9 965	10 224	3 320	3 344	3 274
41 Loir-et-Cher	5 624	5 852	6 165	1 627	1 594	1 781
45 Loiret	10 704	11 199	11 654	3 431	3 399	3 570
Champagne-Ardenne	19 949	21 022	21 825	7 448	8 692	8 822
08 Ardennes	4 527	4 741	4 990	1 522	1 791	1 828
10 Aube	4 364	4 793	5 008	1 733	1 953	1 916
51 Marne	8 022	8 302	8 539	2 889	3 396	3 551
52 Haute-Marne	3 036	3 186	3 288	1 304	1 552	1 527
Corse	6 380	6 947	7 338	894	1 268	1 484
2A Corse du Sud	3 320	3 551	3 750	626	620	739
2B Corse du Nord	3 060	3 396	3 588	268	648	745

	Titulaires ou stagiaires			Non titulaires		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003
Franche-Comté	18 437	19 157	19 858	5 827	6 345	6 800
25 Doubs	8 380	8 695	8 946	2 545	2 637	2 707
39 Jura	4 173	4 325	4 432	1 512	1 785	1 717
70 Haute-Saône	3 200	3 434	3 584	1 154	1 332	1 480
90 Territoire de Belfort	2 684	2 703	2 896	616	591	896
Haute-Normandie	31 920	33 130	33 957	12 357	13 220	13 434
27 Eure	8 274	8 551	9 062	3 692	3 950	4 185
76 Seine-Maritime	23 646	24 579	24 895	8 665	9 270	9 249
Ile-de-France	237 203	243 531	250 621	83 570	87 851	91 289
75 Paris	61 328	63 525	64 670	19 872	21 366	22 627
77 Seine et Marne	22 086	22 869	23 614	6 484	6 957	7 080
78 Yvelines	21 800	22 416	23 219	8 614	9 459	10 662
91 Essonne	21 614	22 010	22 533	7 990	8 431	8 098
92 Hauts-de-Seine	29 760	30 432	31 807	11 971	13 412	13 693
93 Seine-Saint-Denis	32 932	33 584	34 343	12 256	12 176	12 048
94 Val-de-Marne	29 144	29 923	31 051	9 246	8 981	9 899
95 Val-d'Oise	18 539	18 772	19 384	7 137	7 069	7 182
Languedoc-Roussillon	44 764	46 593	48 984	11 877	13 301	14 839
11 Aude	5 772	6 046	6 395	2 837	3 260	3 163
30 Gard	11 199	11 741	12 265	2 547	2 460	2 642
34 Hérault	18 194	18 837	19 855	4 897	5 326	6 502
48 Lozère	1 127	1 174	1 209	413	557	522
66 Pyrénées-Orientales	8 472	8 795	9 260	1 183	1 698	2 010
Limousin	13 222	13 884	14 710	3 518	4 050	4 099
19 Corrèze	4 401	4 684	5 009	875	890	920
23 Creuse	2 088	2 169	2 297	547	646	633
87 Haute-Vienne	6 733	7 031	7 404	2 096	2 514	2 546
Lorraine	31 910	33 835	34 994	11 497	12 508	13 136
54 Meurthe-et-Moselle	10 544	11 171	11 605	3 378	3 420	3 614
55 Meuse	3 022	3 129	3 188	1 322	1 391	1 420
57 Moselle	12 739	13 576	13 970	4 764	5 580	5 962
88 Vosges	5 605	5 959	6 231	2 033	2 117	2 140
Midi-Pyrénées	49 277	51 595	53 909	12 444	14 061	15 021
09 Ariège	2 730	2 887	3 078	856	877	883
12 Aveyron	4 091	4 194	4 486	979	1 132	1 155
31 Haute-Garonne	22 395	23 403	24 531	5 666	5 865	6 198
32 Gers	3 577	3 813	3 984	826	1 004	1 027
46 Lot	2 590	2 727	2 929	1 014	1 210	1 261
65 Hautes-Pyrénées	3 656	3 979	3 969	1 126	1 807	2 043
81 Tarn	6 478	6 691	6 891	1 224	1 366	1 509
82 Tarn-et-Garonne	3 760	3 901	4 041	753	800	945
Nord-Pas-de-Calais	66 249	69 077	71 901	18 327	20 540	21 159
59 Nord	44 890	46 412	48 032	11 155	12 897	13 367
62 Pas-de-Calais	21 359	22 665	23 869	7 172	7 643	7 792

	Titulaires ou stagiaires			Non titulaires		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003
Pays de la Loire	53 738	57 003	59 545	14 484	14 836	15 369
44 Loire-Atlantique	21 412	22 663	23 626	5 277	5 412	5 575
49 Maine-et-Loire	10 866	11 526	11 900	3 101	3 380	3 586
53 Mayenne	4 688	5 014	5 296	1 562	1 408	1 509
72 Sarthe	8 683	9 045	9 446	2 702	2 597	2 560
85 Vendée	8 089	8 755	9 277	1 842	2 039	2 139
Picardie	28 172	28 997	30 045	9 214	9 823	9 992
02 Aisne	8 312	8 587	8 861	2 941	3 335	3 372
60 Oise	10 596	10 947	11 244	3 308	3 386	3 411
80 Somme	9 264	9 463	9 940	2 965	3 102	3 209
Poitou-Charentes	30 645	32 563	34 194	7 295	8 543	8 883
16 Charente	6 253	6 523	6 842	986	982	1 098
17 Charente-Maritime	10 270	10 826	11 510	2 231	2 711	3 019
79 Deux-Sèvres	6 815	7 257	7 641	1 882	2 191	2 288
86 Vienne	7 307	7 957	8 201	2 196	2 659	2 478
Provence-Alpes-Côte d'Azur	100 733	104 564	109 673	19 171	25 230	26 832
04 Alpes-de-Haute-Provence	2 964	3 103	3 244	763	857	906
05 Hautes-Alpes	2 365	2 473	2 647	871	1 591	1 783
06 Alpes-Maritimes	24 262	24 632	25 679	5 397	5 897	6 367
13 Bouches-du-Rhône	41 582	43 147	45 449	6 949	11 532	11 808
83 Var	18 756	19 870	20 887	3 605	3 717	4 166
84 Vaucluse	10 804	11 339	11 767	1 586	1 636	1 802
Rhône-Alpes	94 743	99 434	103 125	32 323	34 854	37 507
01 Ain	6 508	6 768	7 083	2 001	2 261	2 289
07 Ardèche	3 870	4 162	4 437	1 276	1 369	1 400
26 Drôme	7 063	7 308	7 603	2 093	2 248	2 374
38 Isère	19 821	21 323	22 245	7 244	7 792	8 204
42 Loire	11 219	11 519	12 000	3 234	3 203	3 413
69 Rhône	28 986	29 688	30 348	8 968	9 790	10 671
73 Savoie	7 119	7 529	7 803	3 809	4 350	4 834
74 Haute-Savoie	10 157	11 137	11 606	3 698	3 841	4 322
Départements d'Outre-Mer	26 742	28 316	29 574	20 662	20 737	20 366
971 Guadeloupe	10 356	10 788	11 469	1 837	1 889	1 581
972 Martinique	6 527	7 028	7 214	5 653	5 660	5 281
973 Guyane	3 523	3 841	3 945	1 319	1 112	1 116
974 Réunion	6 163	6 465	6 748	11 802	12 031	12 347
975 Saint-Pierre-et-Miquelon	173	194	198	51	45	41

Les tableaux relatifs aux emplois

TIIA : Effectifs titulaires et non-titulaires au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 par cadre d'emploi
Métropole et départements d'outre-mer, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon

CE	Cadres d'emploi	Total			Titulaires ou stagiaires			Non titulaires		
		2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003
	Fonctionnaires issus de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique hospitalière, de niveau.....	1 562	1 612	1 638	1 562	1 612	1 638	-	-	-
01	Administrateur	104	107	104	104	107	104	-	-	-
01F	dont occupant un emploi fonctionnel	68	93	95	68	93	95	-	-	-
02	Attaché ou assimilé	1 096	1 143	1 143	1 096	1 143	1 143	-	-	-
02F	dont occupant un emploi fonctionnel	281	164	147	281	164	147	-	-	-
03	Ingénieur	362	362	391	362	362	391	-	-	-
03F	dont occupant un emploi fonctionnel	38	62	72	38	62	72	-	-	-
	Autres agents par filière : Filière administrative.....	342 074	355 732	371 425	289 511	300 256	312 737	52 563	55 476	58 688
11	Administrateur	1 786	1 992	2 131	1 546	1 644	1 791	240	348	340
11F	dont occupant un emploi fonctionnel	425	674	718	332	554	587	93	120	131
12	Attaché	36 611	39 716	44 051	26 324	28 422	31 621	10 287	11 294	12 430
12F	dont occupant un emploi fonctionnel	1 895	2 685	2 924	1 787	2 488	2 748	108	197	176
13	Secrétaire de mairie	19 024	18 054	16 568	17 046	16 183	14 842	1 978	1 871	1 726
14	Rédacteur	49 799	52 231	55 139	41 822	44 009	46 120	7 977	8 222	9 019
16	Adjoint administratif	106 591	107 203	108 822	96 230	96 244	97 735	10 361	10 959	11 087
17	Agent administratif	128 263	136 536	144 714	106 543	113 754	120 628	21 720	22 782	24 086
	Filière technique.....	676 236	693 634	715 221	519 599	534 523	554 059	156 637	159 111	161 162
21	Ingénieur	15 319	16 692	18 348	11 449	12 391	13 576	3 870	4 301	4 772
21F	dont occupant un emploi fonctionnel	252	539	621	221	486	565	31	53	56
21P	dont ingénieur en chef de première catégorie	512	1 067	835	461	961	754	51	106	81
22	Technicien	21 849	23 277	25 004	17 049	17 759	18 622	4 800	5 518	6 382
23	Agent de maîtrise	50 144	55 238	56 654	47 212	51 944	53 120	2 932	3 294	3 534
25	Agent technique	126 322	122 530	122 221	113 953	109 988	108 990	12 369	12 542	13 231
26	Conducteur de véhicule	33 167	32 623	32 883	28 405	27 448	27 748	4 762	5 175	5 135
27	Agent de salubrité	32 407	35 238	37 398	28 961	31 408	33 214	3 446	3 830	4 184
28	Agent d'entretien (ou agent de service SAI)	382 997	393 519	405 464	263 072	274 119	286 943	119 925	119 400	118 521
2A	Contrôleur de travaux	8 559	8 575	9 691	7 931	7 899	8 833	628	676	858
2B	Gardien d'immeuble	5 472	5 942	7 558	1 567	1 567	3 013	3 905	4 375	4 545
	Filière culturelle.....	63 133	65 381	68 666	36 393	39 103	42 349	26 740	26 278	26 317
31	Conservateur du patrimoine	1 122	975	1 116	862	867	885	260	108	231
32	Conservateur de bibliothèque	771	813	765	733	758	731	38	55	34
33	Attaché de conservation du patrimoine	1 325	1 348	1 413	891	904	976	434	444	437
34	Bibliothécaire, documentaliste	1 861	1 895	2 058	1 675	1 685	1 820	186	210	238
35	Directeur d'établissement d'enseignement artistique	653	574	581	315	318	312	338	256	269
36	Professeur d'enseignement artistique	13 617	12 939	12 956	5 252	5 386	5 937	8 365	7 553	7 019
3A	Agent qualifié du patrimoine	5 079	5 186	5 481	4 556	4 675	4 954	523	511	527
3B	Agent du patrimoine	10 617	11 756	13 002	8 148	8 887	9 944	2 469	2 869	3 058
3C	Assistant de conservation patrimoine et bibliothèque	3 626	4 010	4 062	2 879	3 254	3 247	747	756	815
3D	Assistant qualifié de conservation patrimoine et bibliothèque	4 256	4 285	4 567	3 815	3 648	3 973	441	637	594
3E	Assistant d'enseignement artistique	11 474	11 555	11 777	2 881	3 146	3 561	8 593	8 409	8 216
3F	Assistant spécialisé d'enseignement artistique	8 732	10 045	10 888	4 386	5 575	6 009	4 346	4 470	4 879

CE	Cadres d'emploi	Total			Titulaires ou stagiaires			Non titulaires		
		2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003
	Filière sportive.....	17 784	18 354	18 823	12 698	12 996	13 465	5 086	5 358	5 358
41	conseiller des activités physiques et sportives	873	1 014	1 138	731	798	922	142	216	216
42	éducateur des activités physiques et sportives	13 384	14 023	14 326	10 206	10 700	11 003	3 178	3 323	3 323
43	opérateur des activités physiques et sportives	3 527	3 317	3 359	1 761	1 498	1 540	1 766	1 819	1 819
	Filière sociale.....	145 379	151 572	156 711	110 436	114 314	117 322	34 943	37 258	39 389
51	Conseiller socio-éducatif	4 214	4 297	4 518	3 786	3 852	4 060	428	445	458
52	Assistant socio-éducatif	30 003	31 405	32 525	25 810	26 935	27 913	4 193	4 470	4 612
53	Educateur de jeunes enfants	7 809	8 251	8 933	6 522	6 897	7 379	1 287	1 354	1 554
54	Moniteur-éducateur	3 686	3 893	4 201	2 648	2 613	2 908	1 038	1 280	1 293
55	Agent territorial spécialisé des écoles maternelles	61 602	62 152	61 662	54 393	54 664	54 031	7 209	7 488	7 631
57	Agent social	38 065	41 574	44 872	17 277	19 353	21 031	20 788	22 221	23 841
	Filière médico-sociale.....	68 872	70 782	73 318	51 500	53 479	55 465	17 372	17 303	17 853
61	Médecin	9 120	8 536	8 544	2 687	2 829	2 992	6 433	5 707	5 552
62	Psychologue	2 962	3 101	3 366	1 429	1 516	1 614	1 533	1 585	1 752
63	Sage-femme	897	932	961	811	855	876	86	77	85
64	Coordinatrice des crèches	560	586	625	535	541	555	25	45	70
65	Puéricultrice	7 772	7 849	7 920	7 414	7 571	7 633	358	278	287
66	Infirmier	8 443	8 754	8 974	7 229	7 397	7 540	1 214	1 357	1 434
67	Rééducateur, divers paramédical	1 570	1 747	1 842	670	810	717	900	937	1 125
68	Auxiliaire de puériculture	25 448	26 634	27 335	22 001	23 066	23 761	3 447	3 568	3 574
69	Auxiliaire de soins	12 100	12 643	13 751	8 724	8 894	9 777	3 376	3 749	3 974
	Filière médico-technique.....	3 433	3 574	3 554	2 510	2 614	2 588	923	960	966
71	Biologiste, pharmacien vétérinaire	260	256	318	153	156	206	107	100	112
73	Assistant médico-technique et manipulateur d'électro-radiologie	2 338	2 422	2 310	1 751	1 791	1 737	587	631	573
74	Aide médico-technique	835	896	926	606	667	645	229	229	281
	Filière incendie et secours.....	40 366	42 846	44 107	40 208	42 464	43 715	158	382	392
81	Colonel, commandant, capitaine des pompiers	1 817	2 181	2 513	1 795	2 160	2 494	22	21	19
82	Lieutenant de sapeurs-pompiers	2 322	4 219	4 607	2 316	4 213	4 601	6	6	6
83	Adjudant, sergent de sapeurs-pompiers	13 171	15 507	15 715	13 156	15 477	15 697	15	30	18
84	Caporal de sapeurs-pompiers, sapeur	23 056	20 939	21 272	22 941	20 614	20 923	115	325	349
	Filière police.....	19 327	20 389	21 479	18 596	19 572	20 633	731	817	846
8A	Chef de la police municipale	631	739	641	621	726	618	10	13	23
85	Chef de police	684	899	1 541	678	890	1 523	6	9	18
86	Brigadier, gardien de police municipale	15 737	16 469	16 884	15 281	15 999	16 405	456	470	479
87	Garde-champêtre	2 275	2 282	2 413	2 016	1 957	2 087	259	325	326
	Filière animation.....	61 063	68 198	79 403	16 978	19 532	24 095	44 085	48 666	55 308
9B	Attaché d'animation	373	401	289	55	75	87	318	326	202
91	Animateur	11 015	11 235	13 224	1 956	2 357	2 914	9 059	8 878	10 310
92	Adjoint d'animation	8 261	8 244	9 074	3 927	4 026	4 334	4 334	4 218	4 740
9A	Agent d'animation ou aide-animateur	41 414	48 318	56 816	11 040	13 074	16 760	30 374	35 244	40 056
	Emplois non classables ailleurs.....	19 211	20 095	20 321	1 439	1 741	1 901	17 772	18 354	18 420
93	Chargé de mission	7 605	7 473	7 602	465	460	431	7 140	7 013	7 171
94	Assistant d'études	916	706	1 038	0	3	0	916	703	1 038
95	Enseignant-formateur de niveau A	3 324	3 072	3 463	962	1 050	1 117	2 362	2 022	2 346
96	Enseignant-formateur de niveau B	2 357	2 278	2 380	2	15	45	2 355	2 263	2 335
99	Emploi inconnu ou inclassable	5 009	6 566	5 838	10	213	308	4 999	6 353	5 530
	TOTAL	1 458 440	1 512 169	1 574 666	1 101 430	1 142 206	1 189 967	357 010	369 963	384 699

TIIB : Effectifs totaux au 31 décembre 2001, 2002 et 2003 par catégorie hiérarchique
France entière, Métropole, Régions et Départements, y compris Saint-Pierre-et-Miquelon

	2001				2002				2003			
	TOTAL	dont A	dont B	dont C	TOTAL	dont A	dont B	dont C	TOTAL	dont A	dont B	dont C
Métropole et Dom	1 458 440	125 656	200 541	1 127 234	1 513 636	128 459	211 499	1 167 112	1 575 366	134 920	224 289	1 210 319
Métropole	1 410 831	123 494	196 535	1 085 895	1 464 583	126 047	207 239	1 124 986	1 525 426	132 338	219 689	1 167 864
Alsace	31 981	3 887	4 719	22 943	33 022	4 059	4 993	23 721	34 159	4 115	5 355	24 430
67 Bas-Rhin	19 725	2 653	3 131	13 639	20 488	2 719	3 289	14 231	21 120	2 729	3 622	14 510
68 Haut-Rhin	12 256	1 234	1 588	9 304	12 534	1 340	1 704	9 490	13 039	1 386	1 733	9 920
Aquitaine	70 307	5 548	8 830	55 767	72 711	5 729	9 162	57 737	76 480	6 002	9 881	60 534
24 Dordogne	9 372	748	1 057	7 550	9 860	772	1 073	8 005	10 551	747	1 172	8 623
33 Gironde	31 627	2 577	4 026	24 975	32 533	2 678	4 357	25 477	34 158	2 910	4 734	26 497
40 Landes	8 908	559	946	7 347	9 348	590	990	7 748	10 053	623	1 078	8 343
47 Lot-et-Garonne	6 251	516	799	4 911	6 432	506	825	5 076	6 644	517	824	5 281
64 Pyrénées-Atlantiques	14 149	1 148	2 002	10 984	14 538	1 183	1 917	11 431	15 074	1 205	2 073	11 790
Auvergne	29 193	2 501	3 938	22 744	30 355	2 561	4 155	23 618	31 942	2 600	4 485	24 852
03 Allier	7 695	600	909	6 186	7 959	601	979	6 365	8 311	586	1 035	6 690
15 Cantal	3 231	342	378	2 505	3 446	356	389	2 698	3 618	354	418	2 841
43 Haute-Loire	3 845	392	482	2 969	3 987	391	510	3 085	4 159	401	551	3 207
63 Puy de Dôme	14 422	1 167	2 169	11 084	14 963	1 213	2 277	11 470	15 854	1 259	2 481	12 114
Basse-Normandie	31 658	3 115	3 720	24 633	32 804	3 072	4 051	25 667	34 126	3 149	4 253	26 672
14 Calvados	15 195	1 442	1 878	11 828	15 608	1 482	2 034	12 089	16 370	1 509	2 150	12 661
50 Manche	10 489	1 057	1 212	8 100	11 083	971	1 415	8 691	11 445	1 019	1 466	8 960
61 Orne	5 974	616	630	4 705	6 113	619	602	4 887	6 311	621	637	5 051
Bourgogne	35 561	3 533	4 348	27 657	37 270	3 655	4 903	28 651	38 507	3 660	5 223	29 569
21 Côte D'Or	12 003	1 358	1 628	9 005	12 768	1 371	1 961	9 423	12 921	1 460	2 046	9 398
58 Nièvre	4 841	493	595	3 753	4 962	474	642	3 839	5 273	486	752	4 032
71 Saône-et-Loire	11 947	1 037	1 421	9 484	12 555	1 158	1 562	9 811	13 026	1 156	1 643	10 208
89 Yonne	6 770	645	704	5 415	6 985	652	738	5 578	7 287	558	782	5 931
Bretagne	61 934	4 985	9 220	47 706	65 140	5 086	9 903	50 139	68 133	5 458	10 386	52 271
22 Côtes-d'Armor	12 989	931	1 894	10 158	13 652	968	1 991	10 690	14 294	1 010	2 186	11 095
29 Finistère	16 696	1 425	2 497	12 769	17 558	1 411	2 605	13 539	18 182	1 469	2 759	13 953
35 Ille-et-Vilaine	19 299	1 730	2 997	14 561	20 117	1 792	3 243	15 078	20 929	1 972	3 401	15 543
56 Morbihan	12 950	899	1 832	10 218	13 813	915	2 064	10 832	14 728	1 007	2 040	11 680
Centre	54 820	4 841	7 122	42 475	56 567	4 747	7 945	43 830	58 554	4 896	8 263	45 143
18 Cher	6 506	654	749	5 073	6 760	614	842	5 292	6 874	535	868	5 389
28 Eure-et-Loir	9 210	781	1 006	7 376	9 376	766	1 192	7 408	9 588	839	1 260	7 472
36 Indre	4 776	425	485	3 853	5 078	397	553	4 121	5 424	404	624	4 361
37 Indre-et-Loire	12 835	1 006	1 852	9 845	13 309	951	2 013	10 341	13 498	993	2 009	10 453
41 Loir-et-Cher	7 314	604	1 039	5 593	7 446	603	1 101	5 741	7 946	640	1 186	6 102
45 Loiret	14 179	1 371	1 991	10 735	14 598	1 416	2 244	10 927	15 224	1 485	2 316	11 366
Champagne-Ardenne	28 798	3 029	3 459	22 176	29 714	3 020	3 758	22 836	30 647	2 914	3 979	23 665
08 Ardennes	6 290	577	747	4 963	6 532	555	813	5 164	6 818	575	859	5 374
10 Aube	6 463	826	807	4 735	6 746	854	835	5 025	6 924	714	957	5 249
51 Marne	11 440	1 203	1 460	8 768	11 698	1 164	1 601	8 874	12 090	1 185	1 645	9 188
52 Haute-Marne	4 605	423	445	3 710	4 738	447	509	3 773	4 815	440	518	3 854
Corse	7 978	649	860	6 469	8 215	724	907	6 574	8 822	731	960	7 094
2A Corse du Sud	4 061	367	470	3 224	4 171	368	505	3 295	4 489	382	513	3 576
2B Corse du Nord	3 917	282	390	3 245	4 044	356	402	3 279	4 333	349	447	3 518

	2001				2002				2003			
	TOTAL	dont A	dont B	dont C	TOTAL	dont A	dont B	dont C	TOTAL	dont A	dont B	dont C
Franche-Comté	24 658	2 315	3 366	18 723	25 502	2 462	3 593	19 102	26 658	2 535	3 851	19 481
25 Doubs	11 020	1 031	1 651	8 176	11 332	1 049	1 735	8 272	11 653	1 103	1 807	8 031
39 Jura	5 827	631	755	4 394	6 110	621	830	4 615	6 149	647	808	4 654
70 Haute-Saône	4 499	334	399	3 732	4 766	423	443	3 885	5 064	366	484	4 189
90 Territoire de Belfort	3 312	319	561	2 421	3 294	369	585	2 330	3 792	419	752	2 607
Haute-Normandie	44 509	3 738	5 929	34 489	46 350	3 793	6 411	36 008	47 391	4 165	6 642	36 344
27 Eure	11 991	882	1 206	9 815	12 501	939	1 296	10 238	13 247	987	1 540	10 716
76 Seine-Maritime	32 518	2 856	4 723	24 674	33 849	2 854	5 115	25 770	34 144	3 178	5 102	25 628
Ile-de-France	322 079	29 322	48 182	243 648	331 382	29 283	49 148	250 055	341 910	30 346	51 757	258 192
75 Paris	81 739	7 952	11 686	62 001	84 891	8 300	12 260	64 055	87 297	8 689	13 560	64 719
77 Seine-et-Marne	28 838	2 010	3 670	23 137	29 826	1 972	3 778	23 616	30 694	2 068	4 230	24 188
78 Yvelines	30 578	2 721	4 619	22 848	31 875	2 649	5 034	23 634	33 881	2 824	5 852	24 962
91 Essonne	29 616	2 328	4 868	22 281	30 441	2 487	4 876	22 463	30 631	2 509	4 952	23 141
92 Hauts-de-Seine	41 900	3 969	6 545	31 273	43 844	3 715	6 503	33 378	45 500	3 919	6 392	35 095
93 Seine-Saint-Denis	45 206	4 927	7 471	32 733	45 760	4 868	7 452	33 280	46 391	4 832	7 171	34 302
94 Val-de-Marne	38 439	3 306	5 877	29 240	38 904	3 268	5 709	29 658	40 950	3 367	5 874	31 117
95 Val-d'Oise	25 763	2 109	3 446	20 135	25 841	2 024	3 536	19 971	26 566	2 138	3 726	20 668
Languedoc-Roussillon	57 576	4 681	7 178	45 499	59 894	4 636	7 191	48 044	63 823	4 961	8 506	50 207
11 Aude	8 706	716	1 049	6 791	9 306	712	929	7 659	9 558	747	954	7 850
30 Gard	13 796	1 311	1 708	10 773	14 201	1 154	1 829	11 218	14 907	1 230	1 985	11 692
34 Hérault	23 232	1 812	3 037	18 346	24 163	1 899	2 980	19 269	26 357	2 074	4 138	20 010
48 Lozère	1 581	215	191	1 166	1 731	217	209	1 304	1 731	217	217	1 297
66 Pyrénées-Orientales	10 261	627	1 193	8 423	10 493	654	1 244	8 594	11 270	693	1 212	9 358
Limousin	16 980	1 461	2 219	12 929	17 934	1 431	2 464	14 011	18 809	1 569	2 506	14 732
19 Corrèze	5 287	378	651	4 241	5 574	400	719	4 440	5 929	438	762	4 727
23 Creuse	2 654	299	257	2 096	2 815	303	296	2 210	2 930	314	298	2 318
87 Haute-Vienne	9 039	784	1 311	6 592	9 545	728	1 449	7 361	9 950	817	1 446	7 687
Lorraine	44 537	4 360	6 300	33 755	46 343	4 323	6 834	34 682	48 130	4 680	7 072	35 659
54 Meurthe-et-Moselle	14 121	1 186	1 926	10 903	14 591	1 292	2 100	10 939	15 219	1 380	2 212	11 157
55 Meuse	4 367	465	599	3 297	4 520	468	647	3 405	4 608	460	668	3 479
57 Moselle	18 266	1 901	2 773	13 582	19 156	1 817	3 002	14 112	19 932	2 064	3 048	14 586
88 Vosges	7 783	808	1 002	5 973	8 076	746	1 085	6 226	8 371	776	1 144	6 437
Midi-Pyrénées	62 695	5 201	7 801	49 387	65 656	5 469	8 306	51 576	68 930	5 689	9 163	53 985
09 Ariège	3 635	314	430	2 884	3 764	323	439	2 982	3 961	337	470	3 152
12 Aveyron	5 078	484	726	3 847	5 326	490	735	4 064	5 641	493	795	4 340
31 Haute-Garonne	28 155	2 005	3 730	22 358	29 268	2 122	3 968	23 134	30 729	2 199	4 508	23 980
32 Gers	4 417	527	416	3 454	4 817	571	505	3 728	5 011	614	545	3 852
46 Lot	3 640	437	274	2 850	3 937	439	374	3 105	4 190	440	407	3 337
65 Hautes-Pyrénées	5 467	464	615	4 379	5 786	511	660	4 560	6 012	529	683	4 800
81 Tarn	7 783	658	991	6 078	8 057	690	997	6 300	8 400	707	1 063	6 624
82 Tarn-et-Garonne	4 520	312	619	3 537	4 701	323	628	3 703	4 986	370	692	3 900
Nord-Pas-de-Calais	85 187	7 231	13 293	64 232	89 617	7 565	14 682	66 998	93 060	7 943	15 237	69 587
59 Nord	56 264	4 690	9 399	41 981	59 309	5 020	10 384	43 750	61 399	5 374	10 800	45 127
62 Pas-de-Calais	28 923	2 541	3 894	22 251	30 308	2 545	4 298	23 248	31 661	2 569	4 437	24 460
Pays de la Loire	68 869	5 654	10 044	52 827	71 839	6 111	10 633	55 081	74 914	6 430	11 483	56 948
44 Loire-Atlantique	26 739	2 432	4 652	19 596	28 075	2 659	4 826	20 585	29 201	2 889	5 158	21 148
49 Maine-et-Loire	14 204	1 132	1 856	11 119	14 906	1 209	1 968	11 727	15 486	1 289	2 199	11 983
53 Mayenne	6 272	552	872	4 840	6 422	559	946	4 917	6 805	568	1 016	5 205
72 Sarthe	11 517	821	1 391	9 129	11 642	908	1 496	9 237	12 006	885	1 597	9 517
85 Vendée	10 137	717	1 273	8 143	10 794	776	1 397	8 615	11 416	799	1 513	9 095

	2001				2002				2003			
	TOTAL	dont A	dont B	dont C	TOTAL	dont A	dont B	dont C	TOTAL	dont A	dont B	dont C
Picardie	37 948	3 897	4 888	29 137	38 820	3 896	5 023	29 887	40 037	3 901	5 147	30 989
02 Aisne	11 649	1 037	1 495	9 107	11 922	1 021	1 516	9 379	12 233	980	1 501	9 752
60 Oise	13 934	1 362	1 689	10 883	14 333	1 356	1 732	11 242	14 655	1 421	1 790	11 444
80 Somme	12 365	1 498	1 704	9 147	12 565	1 519	1 775	9 266	13 149	1 500	1 856	9 793
Poitou-Charentes	39 136	3 187	4 556	31 385	41 106	3 299	4 730	33 071	43 077	3 584	4 933	34 497
16 Charente	7 251	685	823	5 743	7 505	698	880	5 927	7 940	734	923	6 283
17 Charente-Maritime	12 943	978	1 346	10 611	13 537	960	1 400	11 174	14 529	1 056	1 471	11 999
79 Deux-Sèvres	9 073	674	1 233	7 166	9 448	716	1 210	7 522	9 929	828	1 319	7 759
86 Vienne	9 869	850	1 154	7 865	10 616	925	1 240	8 448	10 679	966	1 220	8 456
Provence-Alpes-Côte d'Azur	124 811	8 795	15 584	100 331	129 794	9 307	16 397	103 296	136 505	10 101	17 159	108 843
04 Alpes-de-Haute-Provence	3 769	326	385	3 041	3 960	358	417	3 143	4 150	351	467	3 313
05 Hautes-Alpes	3 707	286	479	2 941	4 064	336	495	3 164	4 430	363	516	3 453
06 Alpes-Maritimes	29 865	2 056	3 549	24 222	30 529	1 995	3 876	24 505	32 046	2 275	4 086	25 678
13 Bouches-du-Rhône	52 364	4 160	6 489	41 700	54 679	4 381	6 629	43 405	57 257	4 641	6 911	45 486
83 Var	22 515	1 156	2 951	18 396	23 587	1 395	3 160	18 935	25 053	1 544	3 304	20 177
84 Vaucluse	12 591	811	1 731	10 031	12 975	842	1 820	10 144	13 569	927	1 875	10 736
Rhône-Alpes	129 616	11 564	20 979	96 983	134 288	11 819	22 050	100 402	140 632	12 909	23 448	104 170
01 Ain	8 749	771	1 215	6 762	9 029	810	1 275	6 944	9 372	824	1 340	7 201
07 Ardèche	5 160	498	675	3 985	5 531	482	802	4 247	5 837	528	827	4 471
26 Drôme	9 321	970	1 443	6 902	9 556	960	1 490	7 105	9 977	1 033	1 546	7 396
38 Isère	28 084	2 401	5 296	20 386	29 115	2 509	5 608	20 989	30 449	2 733	6 087	21 616
42 Loire	14 492	1 372	2 187	10 932	14 722	1 309	2 352	11 061	15 413	1 421	2 434	11 556
69 Rhône	38 028	3 624	6 494	27 833	39 478	3 774	6 607	29 096	41 019	4 092	6 967	29 946
73 Savoie	11 638	947	1 485	9 206	11 879	957	1 591	9 329	12 637	1 204	1 737	9 673
74 Haute-Savoie	14 144	981	2 184	10 977	14 978	1 018	2 325	11 631	15 928	1 074	2 510	12 311
Départements d'Outre-Mer	47 609	2 162	4 006	41 339	49 053	2 412	4 260	42 126	49 940	2 582	4 600	42 455
971 Guadeloupe	12 210	455	726	11 013	12 677	484	761	11 427	13 050	505	961	11 576
972 Martinique	12 199	597	1 339	10 181	12 688	687	1 371	10 429	12 495	728	1 349	10 151
973 Guyane	4 943	230	421	4 291	4 953	269	458	4 179	5 061	280	479	4 279
974 Réunion	18 033	871	1 481	15 680	18 496	964	1 629	15 903	19 095	1 058	1 770	16 262
975 Saint-Pierre-et-Miquelon	224	9	39	174	239	8	41	188	239	11	41	187

La somme des effectifs A, B et C ne correspond pas toujours au chiffre de la colonne TOTAL idoine. Cela provient du fait qu'un certain nombre de personnes employées n'ont pas de cadre d'emploi pouvant être ventilé facilement au sein de la nomenclature proposée.

La présentation du cédérom

Le cédérom accompagnant ce fascicule présente les principaux résultats de l'enquête sur les personnels des collectivités locales et des établissements publics locaux de 2001 à 2003.

25 tableaux proposent l'information disponible pour les années 2001, 2002 et 2003 à différents échelons géographiques.

Organisation des données et formats

Le cédérom est organisé en deux rubriques principales permettant d'accéder aux données ainsi qu'à la documentation associée.

1- Le menu **Données** propose l'accès aux tableaux aux formats Beyond et Excel (ou dBase pour 3 tableaux volumineux).

L'ouverture des tableaux avec le browser (visualisateur) Beyond 20/20, développé par la société Beyond 20/20 Inc. (uniquement pour PC), offre des outils d'exploration des tableaux.

Les données au format Beyond 20/20 sont accompagnées d'une documentation des variables complète et interactive

La fonction d'exportation possible dans de nombreux formats (txt, csv, dbf, htm) facilite la récupération des données sous d'autres logiciels ou interfaces. Le choix du format beyond 20/20 entraîne l'ouverture automatique du browser Beyond 20/20.

Un guide de prise en main Beyond 20/20 est disponible dans la rubrique Avant de commencer : il permet de se familiariser avec les principales fonctions du browser.

2- Le menu **Documentation** contient les rubriques de définitions des concepts de l'enquête, la liste des variables, la présentation de la méthodologie, ainsi qu'une bibliographie.

Les questionnaires de l'enquête et le présent fascicule papier sont fournis au format PDF (Adobe Reader).

La liste des tableaux du cédérom

T0	Effectifs totaux, en équivalents temps complet, effectifs à temps complet, emplois principaux, selon :
T0_1	La nomenclature des codes budgets en 23 postes, à l'échelon de la France entière
T0_2	La nomenclature des codes budgets en 11 postes ; et les échelons géographiques suivants : régions, France entière, métropole et hors métropole
T0_3	La nomenclature des codes budgets en 3 postes ; et les échelons géographiques suivants : régions, départements, France entière, métropole et hors métropole
T1	Effectifs totaux et en équivalent temps complet par statut, sexe et condition d'emploi selon :
T1_1	La nomenclature des codes budgets en 23 postes, à l'échelon de la France entière et de la Métropole
T1_2	La nomenclature des codes budgets en 11 postes ; et les échelons géographiques suivants : régions, France entière, métropole et hors métropole
T1_3	La nomenclature des codes budgets en 3 postes ; et les échelons géographiques suivants : régions, départements, France entière, métropole et hors métropole
T1X	Tableaux spécifiques aux organismes communaux et intercommunaux:
T10_1	Nombre de communes et nombre moyen d'agents communaux par commune au 31 décembre, en effectifs totaux et en EQTC, selon la population des communes, à l'échelon géographique de la France entière et de la métropole
T11_1	Population totale et nombre d'agents communaux pour 1000 habitants par commune au 31 décembre, en effectifs totaux et en EQTC, selon la population des communes, à l'échelon géographique de la France entière et de la métropole
T12_1	Répartition des communes par strate démographique et tranche d'effectifs communaux au 31 décembre, à l'échelon géographique de la France entière et de la métropole
T2	Effectifs totaux par des variables décrivant l'emploi (statut et/ou cadre d'emploi et/ou catégorie hiérarchique et/ou filières), hors assistantes maternelles, emplois aidés et apprentis, selon différents types de codes budgets et à différents échelons géographiques :
T2_01	Variables de croisement : statut et cadre d'emploi, selon la nomenclature des codes budgets en 3 postes, à l'échelon géographique de la France entière et de la métropole
T2_11	Variables de croisement : statut et cadre d'emploi, selon la nomenclature des codes budgets en 23 postes, à l'échelon géographique de la France entière et de la métropole
T2_20	Variables de croisement : statut, cadre d'emploi et catégorie hiérarchique, tous budgets confondus, à l'échelon de la France entière
T2_31	Variables de croisement : statut et catégorie hiérarchique, selon la nomenclature des codes budgets : 23 postes, à l'échelon géographique de la France entière et de la métropole
T2_41	Variables de croisement : statut, catégorie hiérarchique et filières, selon la nomenclature des codes budgets en 3 postes, à l'échelon géographique de la France entière et de la métropole
T2_53	Variable de croisement : catégorie hiérarchique, tous budgets confondus, pour les échelons géographiques suivants : régions, départements, France entière, métropole et hors métropole
T2_74	Variables de croisement : statut et cadre d'emploi, tous budgets confondus pour les échelons géographiques suivants : régions, DOM, France entière, métropole et hors métropole
T31	Population et nombre d'agents communaux pour 1 000 habitants (au sens Estimations Localisées de Population)
T31_1	Variables de croisement : les codes budgets (en 3 postes) pour les échelons géographiques suivants : régions, départements, France entière, métropole et hors métropole Variables disponibles : effectifs totaux, effectifs en équivalent temps complet, effectifs employés à titre principal et effectifs totaux non compris les emplois aidés ni les apprentis.
T31_3	Variable de croisement : catégorie hiérarchique pour les échelons géographiques : régions, départements, France entière, métropole et hors métropole ; Données disponibles pour les organismes communaux et intercommunaux et pour tous les organismes.
T4	Effectifs totaux, en équivalent temps complet, effectifs à temps complet, emplois principaux par activité économique principale et sexe :
T4_1	A l'échelon géographique de la France entière et de la métropole
T6	Effectifs totaux et en équivalent temps complet par condition d'emploi, selon :
T6_11	Selon la nomenclature des codes budgets en 23 postes, à l'échelon géographique de la France entière et de la métropole
T6_25	Selon la nomenclature des codes budgets en 3 postes, aux échelons géographiques suivants : départements, France entière et métropole et hors métropole
T6_32	Selon la nomenclature des codes budgets en 11 postes, aux échelons géographiques suivants : régions, France entière, métropole et hors métropole
T6V	Variation en pourcentage des effectifs totaux et en équivalent temps complet, selon :
T6V_22	Selon la nomenclature des codes budgets en 11 postes, aux échelons géographiques suivants : régions, France entière, métropole et hors métropole
T6V_35	Tous codes budgets, selon la variable de croisement statut et aux échelons géographiques suivants : départements, France entière, métropole et hors métropole
T6V_45	Tous codes budgets, selon la variable de croisement condition d'emploi et aux échelons géographiques suivants : départements, France entière, métropole et hors métropole